

CODE NOTARIAL

2020

DOUZIÈME ÉDITION



LexisNexis

LEXISNEXIS SA
141, RUE DE JAVEL – 75015 PARIS

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
Préface à la première édition	VII
Liste des abréviations	IX
PARTIE PRÉLIMINAIRE – TEXTES FONDAMENTAUX DU NOTARIAT	1
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 1 ^{er} à 69	3
Loi du 28 avril 1816 sur les finances – art. 91 et 91	5
Ordonnance n° 45-1418 du 28 juin 1945 relative à la discipline des notaires et de certains officiers ministériels – art. 1 ^{er} à 51	6
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 1 ^{er}	11
– art. 1 bis A	11
– art. 1 ^{er} ter à 13	11
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 1 ^{er} à 44	14
Décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires – art. 1 ^{er} à 22	28
– art. 23 ancien	30
– art. 23 à 43	31
Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'offices de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires – art. 1 ^{er} à 30-1	34
Règlement national – Règlement inter-cours du 24 décembre 2009 – art. 1.1 à 58	40
– art. 1 ^{er} à 6	55
– art. 59 à 76	56
Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques – art. 50	65
– art. 52 à 53	65
– art. 59	67
– art. 64	67
– art. 67	67
Loi n° 2016-1000 du 22 juillet 2016 tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire – art. 1 ^{er}	67
PREMIÈRE PARTIE – ACTIVITÉ DU NOTAIRE	71
<i>Titre I – Acte notarié</i>	<i>73</i>
Chapitre I – Authentification des actes	73
– Code civil – art. 46	73
– art. 229-1 à 229-4	73
	XI

CODE NOTARIAL	PAGES
- art. 280-1	74
- art. 311-20	74
- art. 317	75
- art. 710-1	75
- art. 788	76
- art. 804	76
- art. 809-1	76
- art. 919	76
- art. 929 à 933	76
- art. 941	77
- art. 971 et 972	77
- art. 976	77
- art. 1035	78
- art. 1075	78
- art. 1363 à 1367	78
Décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique – art. 1 ^{er}	78
Code civil – art. 1368 à 1371	79
- art. 1380	79
- art. 1201 et 1202	79
- art. 1394	79
- art. 1396 et 1397	80
- art. 1527	80
- art. 1601-2	81
- art. 2012	81
- art. 2202 et 2203	81
- art. 2416	81
- art. 2441	81
Code de commerce – art. L. 121-6	82
- art. L. 525-10 à L. 526-2	82
- art. L. 526-9	83
Code de la construction et de l'habitation – art. L. 261-11	83
- art. R. 261-13-3	84
- art. L. 290-1 et L. 290-2	84
- art. L. 551-1	84
- art. L. 711-3	84
- art. L. 711-5	84
Code général des impôts – art. 504	85
Code de procédure civile – art. 138	85
- art. 141	85
- art. 286	85
- art. 303 à 316	85
- art. 1157-2 et 1157-3	86
- art. 1430 à 1434	86
Code des procédures civiles d'exécution – art. L. 311-3	87
- art. L. 322-1 à L. 322-4	87
Code rural et de la pêche maritime – art. L. 321-1	87
- art. L. 418-1	87
Code de la santé publique – art. L. 2141-6	88

CODE NOTARIAL	PAGES
– art. L. 2141-10	88
– art. R. 2141-10	89
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 8 à 30	89
Décret du 10 brumaire an XIV qui prescrit les formalités pour les procès-verbaux de scellés d'inventaires, etc. (1 ^{er} nov. 1805) – art. 1 ^{er} à 4	91
Avis du Conseil d'État du 7 avril 1821 portant que, lorsqu'un testateur est dans l'intention de révoquer ses dispositions de dernière volonté et que le testament qui les contient a été fait par acte public, le notaire qui l'a reçu et placé dans ses minutes ne peut, sur la demande du testateur, lui rendre la minute du testament	91
Loi du 2 mai 1861 relative à la légalisation, par les juges de paix, de signatures des notaires et des officiers de l'état civil – art. 1 ^{er} et 2	91
Décret du 25 septembre 1870 relatif au sceau de l'État et aux sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires – art. 1 ^{er} et 2	92
Loi du 15 décembre 1923 relative à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre – art. 7 à 9	92
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 1 ^{er}	93
Décret n° 47-1047 du 12 juin 1947 relatif à la formule exécutoire – art. 1 ^{er} et 2	93
Question du 9 mai 1967 relative à l'interprétation à donner à l'article 2 de la loi n° 66-1012 du 28 décembre 1966	93
Décret n° 67-491 du 22 juin 1967 fixant les conditions d'application aux notaires des dispositions de l'article 11 de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité – art. 1 ^{er}	93
Question du 24 mai 1969 relative à la signature des actes notariés par les témoins	94
Décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires – art. 1 ^{er}	94
– art. 4 à 22	94
– art. 29 à 43	96
Lettre du 2 décembre 1971 relative à l'utilisation du sceau par les notaires	99
Décret n° 72-753 du 9 août 1972 pris pour l'application des articles 762 à 764 et 1094-3 du Code civil – art. 1 ^{er} à 3	100
Lettre du 14 novembre 1972 relative aux actes notariés	100
Décret n° 76-424 du 6 mai 1976 portant publication de la convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, signée à Bâle le 16 mai 1972 – art. 1 ^{er} à 17	100
Instruction du Conseil supérieur du notariat du 16 mai 2012 sur l'enregistrement des actes issus de la réforme des successions au FCDDV	102
Réponse du 8 novembre 1977 relative à la vente par une commune, par acte notarié et à la personne ayant qualité pour donner quittance	104
Lettre du 31 mars 1980 relative à la possibilité pour un notaire remplaçant temporairement un de ses confrères empêché, d'user des services d'un clerc habilité par ce dernier	105
Réponse du 22 février 1982 relative aux actes administratifs	105
Réponse du 14 février 1983 relative aux officiers publics et ministériels (nature – réglementation)	105
Loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière – art. 4	106
Réponse du 11 août 1986 relative aux actes administratifs	106
Réponse du 2 juillet 1987 relative aux collectivités locales et à l'habilitation à recevoir et à authentifier des actes passés en la forme administrative	107
Circulaire du 28 septembre 1987 relative à la motivation des actes administratifs	107
Réponse du 8 décembre 1988 relative à la délivrance des certificats de propriété par les mairies	112
Réponse du 22 juillet 1993 relative à la portée juridique de la mention « Lu et approuvé »	113

CODE NOTARIAL	PAGES
Lettre du 26 janvier 1995 relative aux baux d'habitation et la mention manuscrite de la caution (acte notarié)	113
Réponse du 13 mai 1996 relative à la transmission des entreprises à caractère familial	114
Réponse du 8 novembre 1999 relative à la compétence d'instrumentation des notaires	114
Décret n° 2005-973 du 10 août 2005 modifiant le décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires	115
Réponse du 20 septembre 2005 relative à l'authenticité et la forme exécutoire des actes notariés	115
Circulaire n° 2007-7 du 12 décembre 2007 relative à la conformité des sceaux	116
Réponse du 3 mai 2011 sur l'acte authentique	116
Lettre du Président du CSN du 11 mai 2011	117
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-6 du 9 novembre 2011 relative aux éléments d'informations complémentaires sur les formalités d'enregistrement et de publicité du PACS conclu sous la forme notariée	119
Chapitre II – Enregistrement des actes	124
Code général des impôts – art. 850	124
– art. 853 à 864	124
– art. 867	126
– art. 1826 à 1833	126
Loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement – art. 58	127
Réponse du 16 septembre 1993 relative aux formalités d'enregistrement des actes de donation	127
Chapitre III – Conservation et reproduction des actes	127
Code civil – art. 1362	127
– art. 1379	128
– art. 1362	128
Code de procédure civile – art. 1435 à 1441	128
Décret du 29 septembre 1791 sur la nouvelle organisation du notariat et sur le remboursement des offices de notaires – art. 16	129
Loi du 16 floréal an IV qui détermine le lieu où doit être déposé chaque année le double du répertoire des actes reçus par les notaires publics (6 mai 1796) – art. 1 ^{er} et 2	129
Décret n° 65-422 du 1 ^{er} juin 1965 portant création d'un service central d'état civil au ministère des affaires étrangères – art. 5-1	129
– art. 13	129
Décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires – art. 23 à 28	129
Instruction du 1 ^{er} juin 1972 de la Direction générale des impôts concernant les actes notariés et la tenue du répertoire	130
Instruction du 12 juillet 1972 de la Direction générale des impôts relative aux actes de dépôt des testaments des personnes décédées sur la voie publique et dans les hôpitaux et cliniques	132
Réponse du 29 novembre 1972 relative aux procédés de reproduction des actes	132
Réponse du 14 mai 1975 relative aux photocopies des actes notariés	133
Loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives – art. 11	133
– art. 20	133
– art. 25	133
– art. 27	133
Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques – art. 1 ^{er}	133

CODE NOTARIAL	PAGES
– art. 9	133
– art. 17	133
Décret n° 79-1039 du 3 décembre 1979 relatif à la délivrance de visas de conformité des copies, reproductions photographiques et extraits des documents conservés dans les dépôts d'archives publiques – art. 1 ^{er} et 8-1	134
Décret n° 92-1224 du 17 novembre 1992 relatif à la fixation des divers droits d'expédition et d'extraits authentiques des pièces conservées dans les dépôts d'archives publics	134
Réponse du 16 avril 1998 relative à l'obligation de conservation des actes et archives. Archives papier. Actes notariés.	134
Arrêté du 11 avril 2005 relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales » – art. 1 ^{er} à 7	135
Circulaire n° 2006-10 du 15 septembre 2006 relative à la loi n° 78-17 « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée ; obligation pour les offices d'être en conformité avec la réglementation CNIL	136
Décret n° 2009-1330 du 28 octobre 2009 modifiant le décret n° 65-422 du 1 ^{er} juin 1965 portant création d'un service central d'état civil au ministère des Affaires étrangères – art. 1 ^{er}	137
Arrêté du 28 octobre 2009 fixant les conditions de transmission électronique aux notaires, par le service central d'état civil, des données constituant les copies et extraits d'actes de l'état civil – art. 1 ^{er}	137
Circulaire n° 2009-4 du 16 décembre 2009 relative aux nouvelles dispositions en matière de versement et communication des archives notariales (minutes et répertoires)	138
Décret n° 2010-219 du 2 mars 2010 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Registre national des fiducies » – art. 1 ^{er} à 7	139
Arrêté du 12 avril 2010 modifiant l'arrêté du 11 avril 2005 modifié relatif à la mise en service par la direction générale des impôts d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales »	140
Arrêté du 2 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 11 avril 2005 relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales »	140
Arrêté du 27 juin 2017 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé Accès des notaires au fichier immobilier – art. 1 ^{er} à 7	140
Titre II – Activités diverses	143
Chapitre I – Ventes et prisées	143
Code de commerce – art. L. 321-2	143
– art. L. 321-17	143
– art. R. 321-18-1	143
– art. R. 321-21	144
– art. R. 321-27	144
Décret du 17 septembre 1793 qui autorise les notaires, greffiers et huissiers à faire les prisées et ventes de meubles, et fixe le prix des vacations – art. 1 ^{er} à 4	144
Arrêté du 12 fructidor an IV portant défense à tous les autres que les notaires, greffiers et huissiers de s'immiscer dans les prisées, estimations et ventes publiques de meubles et effets mobiliers – art. 1 ^{er} et 2	144
Loi du 22 pluviôse an VII qui prescrit des formalités pour les ventes d'objets mobiliers (10 févr. 1799) – art. 1 ^{er} à 10	144
Ordonnance du 1 ^{er} mai 1816 qui prescrit l'exécution d'une disposition de l'arrêt du Conseil du 13 novembre 1778, en ce qui concerne les ventes de meubles par des officiers publics et les commissaires-priseurs – art. unique	145
Réponse du 6 février 1923 relative au renvoi devant notaire des ventes judiciaires d'immeubles	145
Loi du 24 février 1932 relative à la forme dans laquelle les actes de ventes publiques mobilières doivent être dressés et au délai dans lequel ils doivent être soumis à l'enregistrement – art. 1 ^{er}	146

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
- art. 3	146
Question du 11 juillet 1970 relative à la compétence pour les prisées et les ventes publiques de meubles corporels	146
Réponse du 28 février 1985 relative à la restitution des fonds bloqués chez les notaires	147
Loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques – art. 29 et 30	147
- art. 38	148
- art. 38 à 45	148
- art. 64 et 65	149
Loi n° 2011-850 du 20 juillet 2011 de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques – art. 4	149
Décret n° 2013-884 du 1 ^{er} octobre 2013 de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques – art. 3	149
- art. 15	149
Ordonnance n° 2016-728 du 2 juin 2016 relative au statut de commissaire de justice – art. 1 ^{er}	149
Arrêt du Conseil d'État n° 401947 du 28 décembre 2017	149
Chapitre II – Consultation des documents administratifs par les notaires et les généalogistes	154
Circulaire du 12 décembre 1991 relative aux communications accordées aux officiers publics et ministériels, aux généalogistes professionnels et (dans certains cas) aux particuliers	154
Réponse du 9 avril 2001 relative aux difficultés rencontrées par les généalogistes successoraux en matière d'accès aux documents administratifs	155
Réponse du 16 décembre 2002 relative à l'exercice de la profession des généalogistes successoraux	155
Chapitre III – Négociation	156
Réponse du 7 mars 1994 relative aux négociations immobilières faites par les notaires	156
Réponse du 31 juillet 1995 relative aux négociations immobilières faites par les notaires	156
Réponse du 11 novembre 1996 relative aux négociations immobilières faites par les notaires	157
Chapitre IV – Prestations juridiques en matière de marchés publics	157
Réponse du 9 mars 2010 relative aux critères de sélection des offres de prestations juridiques en matière de marchés publics	157
Réponse du 11 mars 2010 relative aux critères de sélection des offres de prestations juridiques en matière de marchés publics	158
Chapitre V – Tiers de confiance	158
Code général des impôts – art. 170	158
- art. 170 ter	159
- art. 95 ZA, ann. II	160
- art. 95 ZB, ann. II	160
- art. 95 ZC, ann. II	160
- art. 95 ZD, ann. II	160
- art. 95 ZE, ann. II	160
- art. 95 ZF, ann. II	160
- art. 95 ZG, ann. II	161
- art. 95 ZH, ann. II	161
- art. 95 ZI, ann. II	161
- art. 95 ZJ, ann. II	161
- art. 95 ZK, ann. II	162
- art. 95 ZL, ann. II	162

CODE NOTARIAL	PAGES
– art. 95 ZM, ann. II	162
– art. 95 ZN, ann. II	162
Décret n° 2011-1997 du 28 décembre 2011 relatif au dispositif de « tiers de confiance » prévu à l'article 170 ter du Code général des impôts – art. 1 ^{er}	162
– art. 4	162
Arrêté du 1 ^{er} mars 2012 fixant les modèles de conventions nationales, prévues à l'article 95 ZF de l'annexe II au Code général des impôts, conclues entre les organismes représentant au niveau national les membres des professions réglementées d'avocat, de notaire et de l'expertise comptable et la direction générale des finances publiques, et de conventions individuelles, prévues à l'article 95 ZG de l'annexe II au même code, conclues entre un membre de ces trois professions réglementées et la direction départementale ou régionale des finances publiques ou le délégataire du directeur général des finances publiques – art. 1 ^{er} à 4	163
Instruction du 22 mars 2012	168
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2012-4 du 4 avril 2012 relative au tiers de confiance	181
Chapitre VI – Divers	182
<i>Section 1 – Le coffre-fort numérique</i>	182
Code des postes et des communications électroniques – art. L. 103	182
– art. R. 55-1 à R. 55-6	182
– art. D. 537 à D. 541	183
<i>Section 2 – La lettre recommandée électronique</i>	184
Code des postes et des communications électroniques – art. L. 100	184
– art. R. 53 à R. 53-4	184
<i>Titre III – Conditions d'exercice de l'activité notariale</i>	187
Chapitre I – Obligations légales	187
<i>Section I – L'usage de la langue française</i>	187
Décret du 2 thermidor an II portant qu'à compter du jour de sa publication, nul acte public ne pourra dans quelque partie que ce soit du territoire français, être écrit qu'en langue française – art. 1 ^{er} à 4	187
Arrêté du 2 février 1919 déclarant la langue française, langue judiciaire en Alsace et Lorraine et relatif à diverses formalités judiciaires – art. 2 et 3	187
Réponse du 3 juillet 1989 relative aux actes juridiques en langue française	187
<i>Section II – L'aide juridique</i>	188
Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique – art. 1 ^{er}	188
– art. 53 à 61	188
Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique – art. 33	190
– art. 48	190
– art. 51	191
– art. 68 à 70	192
– art. 75 à 89	192
– art. 95	194
– art. 98	194
– art. 100	194
– art. 107	194
– art. 119	195
– art. 125	195
– art. 133 à 151	195
Circulaire du 12 mars 1992 relative à l'aide à l'accès au droit – art. 1 ^{er} à 20	204

Décret n° 93-1107 du 16 septembre 1993 modifiant le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1369 du 30 décembre 1991 fixant les modalités particulières d'application de cette loi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon – art. 1 ^{er}	206
– art. 9	206
Décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique – art. 4 à 9	206
– art. 18	206
<i>Section III – Lutte contre le blanchiment de capitaux</i>	207
Code pénal – art. 324-1 à 324-9	207
Code monétaire et financier – art. L. 561-1 à L. 561-6	208
– art. L. 561-8 à L. 561-10	212
– art. L. 561-10-2	214
– art. L. 561-12	214
– art. L. 561-14-1 à L. 561-22-1	214
– art. L. 561-26	218
– art. L. 561-32 à L. 562-13	218
– art. R. 561-1 à R. 561-3	230
– art. R. 561-3-0 à R. 561-20	231
– art. R. 561-20-2	239
– art. R. 561-20-4 à R. 561-31	239
– art. D. 561-31-1	242
– art. R. 561-31-2 et R. 561-32	242
– art. D. 561-32-1 à D. 561-35	242
– art. R. 561-36 à R. 561-38-1	244
– art. R. 561-38-3	245
– art. R. 561-38-8 à R. 561-50-2	245
– art. D. 561-51 à D. 561-54	249
– art. R. 562-1 et R. 562-2	250
– art. R. 562-4 et R. 562-5	251
Circulaire n° 2007-4 du 10 avril 2007 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux	251
Ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme – art. 1 ^{er} à 10	253
– art. 19 à 21	254
Décret n° 2010-22 du 7 janvier 2010 relatif aux conditions d'application des mesures de gel des avoirs	254
Lettre de la Chancellerie du 13 janvier 2010 relative aux obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	254
Circulaire n° CIV/02/10/M/03 du 14 janvier 2010 du Ministère de la Justice et des libertés relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme	257
Décret n° 2010-69 du 18 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme – art. 1 ^{er}	263
Circulaire n° 2010-1 du 20 janvier 2010 relative aux obligations du notaire dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	263
Instruction du 26 juillet 2010 relative à la lutte anti-blanchiment : critères à prendre en compte	265
Décret n° 2011-28 du 7 janvier 2011 relatif à l'organisation et aux modalités de fonctionnement du service à compétence nationale TRACFIN – art. 1 ^{er}	267
Code monétaire et financier – art. D. 561-34	267
Arrêté du 7 janvier 2011 portant organisation du service à compétence nationale TRACFIN – art. 1 ^{er} à 7	267

CODE NOTARIAL	PAGES
Charte CSN/CDC du 25 avril 2012 en matière de lutte anti-blanchiment (LAB) et lutte contre le financement du terrorisme (LFT)	269
Circulaire n° 2017-01 du 18 janvier 2017 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	272
Section IV – Réglementation relative à la CNIL	273
Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés – art. 1 ^{er} à 63	273
– art. 78 et 79	291
– art. 81 à 114	291
– art. 125 à 128	300
Loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés – art. 20	300
Délibération n° 2011-083 du 17 avril 2011 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel aux fins d'exercice des activités notariales et de rédaction des documents des offices notariaux	301
Délibération n° 2014-016 du 23 janvier 2014 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel aux fins d'exercice des activités notariales et de rédaction des documents des offices notariaux – art. 1 ^{er} à 7	302
Délibération n° 2014-243 du 12 juin 2014 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés portant adoption d'une norme simplifiée relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel mis en œuvre par les notaires aux fins de signature électronique, de dépôt et de conservation des actes authentiques sur support électronique au sein du Minutier central électronique des notaires de France (MICEN) – art. 1 ^{er} à 8	306
Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI ^e siècle – art. 3	308
Ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel – art. 1 ^{er}	308
– art. 29	308
Section V – Règles relatives aux actes de l'état civil	308
Décret n° 62-921 du 3 août 1962 modifiant certaines règles relatives aux actes de l'état civil	308
Décret n° 2017-890 du 6 mai 2017 relatif à l'état civil – art. 8 et 9	309
– art. 15-1	309
– art. 30 à 32	309
– art. 39 à 43	310
– art. 50	311
– art. 59 et 60	311
Ordonnance n° 2019-724 du 10 juillet 2019 relative à l'expérimentation de la dématérialisation des actes de l'état civil établis par le ministère des affaires étrangères – art. 1 ^{er} à 14	311
Section VI – Obligations relatives aux bases de données notariales portant sur les mutations d'immeubles à titre onéreux	313
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 6	313
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 6-1	313
Décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 relatif aux bases de données notariales portant sur les mutations d'immeubles à titre onéreux – art. 1 ^{er} à 7	313
Chapitre II – Suppléance	314
Réponse du 25 mai 1923 relative au temps de suppléance et l'honorariat	314
Décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux offices publics et ministériels et certains auxiliaires de justice – art. 5 à 10	314

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
Décret n° 56-221 du 29 février 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux officiers publics ou ministériels et à certains auxiliaires de justice en ce qui concerne la suppléance des officiers publics et ministériels – art. 1 ^{er} à 15	315
– art. 15 ancien	317
– art. 16 à 18	317
Question du 23 mai 1967 relative à la situation du clerc de notaire désigné comme suppléant de l'étude de son patron au regard de ses appointements et de la part lui revenant dans les produits nets de l'office géré	317
Question du 25 juillet 1968 relative à la suppléance des offices ministériels	318
Titre IV – International	319
Chapitre I – Agents diplomatiques et consulaires	319
Décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires – art. 12	319
Décret n° 91-152 du 7 février 1991 relatif aux attributions notariales des agents diplomatiques et consulaires – art. 1 ^{er} à 29	319
Arrêté du 6 décembre 2004 relatif à l'exercice des attributions notariales des agents diplomatiques et consulaires – art. 1 ^{er}	322
Réponse du 3 novembre 2005 relative aux attributions notariales des consuls dans les pays de l'Union européenne	323
Circulaire du CSN n° 2018-8 du 18 décembre 2018 relative aux conséquences de la suppression des compétences notariales des consuls	324
Chapitre II – Documents européens	325
Code de commerce – art. R. 123-21	325
– art. R. 123-30-8 à R. 123-30-13	325
Code de procédure civile – art. 1381-1 à 1381-4	326
Convention n° 72/454/CEE du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Bruxelles – art. 16	327
Directive n° 77/249/CEE du 22 mars 1977 du Conseil des Communautés européennes tendant à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de service par les avocats – art. 1 ^{er} à 8	328
Question écrite n° 2199/88 du 14 février 1989 sur la législation de l'établissement des notaires	329
Réponse du 3 février 1992 relative aux négociations du GATT et du classement des services juridiques	330
Protocole du 17 mars 1993 sur l'Espace économique européen – art. 32	331
– art. 36 et 37	331
Résolution du 18 janvier 1994 du Parlement européen sur la situation et l'organisation du notariat dans les douze États membres de la Communauté européenne	331
Question écrite n° E-1458/96 du 12 juin 1996 sur la libre circulation des actes notariés et le libre exercice de la fonction notariale en Europe	333
Règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale – art. 22	333
– art. 53 à 58	334
Question écrite n° E-2452/00 du 24 juillet 2001 sur la liberté de circulation des notaires dans l'Union européenne	335
Question écrite n° E-2435/02 du 26 août 2002 relative aux différences entre les limites d'âge fixées pour la nomination et l'activité des notaires dans l'Union européenne	335
Réponse du 15 février 2005 relative à la réforme imminente du statut des notaires engendrée par la directive européenne dite « Bolkestein »	336
Réponse du 12 juillet 2005 relative au projet de directive communautaire relative aux services dans le marché intérieur	336

CODE NOTARIAL	PAGES
Directive n° 2005/36/CE du 7 septembre 2005 du Parlement européen et du Conseil de l'UE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles – art. 1 ^{er} à 22	342
– art. 49 bis à 64	357
Règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale – art. 24	367
– art. 36 et 37	367
– art. 53	367
– art. 58 à 61	368
– art. 80 et 81	368
Ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées – art. 1 ^{er} à 10	368
– art. 26	372
Décret n° 2017-696 du 2 mai 2017 relatif aux procédures de reconnaissance par voie électronique des qualifications professionnelles de professions réglementées – art. 1 ^{er}	372
Chapitre III – Légalisation et exequatur des actes accomplis à l'étranger	372
Code de procédure civile – art. 509-3	372
– art. 1381-1 à 1381-4	373
Décret n° 65-57 du 22 janvier 1965 portant publication de la convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers du 5 octobre 1961	374
Convention n° 72/454/CEE du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Bruxelles – art. 46 à 50	376
Lettre du 28 décembre 1971 concernant le régime des actes notariés destinés à être produits à l'étranger	377
Convention du 16 septembre 1988 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale fait à Lugano – art. 50	377
– art. 54	377
Réponse du 18 décembre 1989 pour consentir une hypothèque établie par un « notary public »	378
Décret n° 92-383 du 1 ^{er} avril 1992 portant publication de la convention relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des communautés européennes, faite à Bruxelles le 25 mai 1987 et signée par la France le 11 juillet 1990	378
Loi n° 94-337 du 29 avril 1994 désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testament international – art. 1 ^{er} et 2	380
Décret n° 94-990 du 8 novembre 1994 portant publication de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international (ensemble une annexe), faite à Washington le 26 octobre 1973 et signée par la France le 29 novembre 1974	380
Décret n° 2008-484 du 22 mai 2008 relatif à la procédure devant la Cour de cassation – art. 16	383
– art. 24	383
Décret n° 2010-433 du 29 avril 2010 portant diverses dispositions en matière de procédure civile et de procédures d'exécution – art. 5	383
Note du CSN du 29 avril 2010 relative aux légalisations et certifications de signatures	383
Circulaire n° 2010-3 du 5 mai 2010 relative au titre exécutoire européen	391
Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice – art. 16 ...	394

DEUXIÈME PARTIE – STATUT DU NOTAIRE 395

Titre I – Conditions d'accès à la profession 397

Décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués – art. 44	397
Circulaire du 18 janvier 1946 du garde des Sceaux concernant le statut du notariat	397
Lettre du 5 novembre 1951 relative au stage (interruption du stage en cas de maladie)	398

CODE NOTARIAL	PAGES
Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne – art. 18 et 19	398
– art. 43	398
– art. 45	399
– art. 95	399
Loi n° 70-642 du 17 juillet 1970 organique relative au statut des magistrats – art. 14	400
Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice – art. 2	400
Réponse du 29 mars 1982 relative à l'accès des conseils juridiques aux fonctions de notaire	400
Arrêté du 24 juin 1991 fixant la liste des diplômes reconnus comme équivalents pour l'exercice de la profession de notaire – art. 1 ^{er}	401
Décret n° 91-807 du 19 août 1991 relatif à la commission prévue à l'article 50, XII de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 1 ^{er} à 5	401
Réponse du 12 juillet 1993 relative à l'accès des notaires à la profession d'avocat	402
Décret n° 93-1137 du 1 ^{er} octobre 1993 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	402
Réponse du 27 mars 1997 relative aux conditions d'accès aux fonctions de notaire (voie professionnelle)	402
Décret n° 97-874 du 24 septembre 1997 relatif à l'application des articles 25-4 et 40 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature – art. 8	403
Réponse du 5 mars 1998 relative à l'accès à la profession de notaire (voie professionnelle)	403
Réponse du 12 octobre 1998 relative à l'accès à la profession d'avocat par les notaires (conditions de formation)	403
Question écrite n° P-2209/00 du 26 juin 2000 relative à la transmission de la charge par succession	404
Arrêté du 14 mai 2004 pris pour l'application à la profession de notaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de l'article 83 du décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 et de l'article 139-1 du décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 – art. 1 ^{er} et 2	404
Réponse du 30 novembre 2006 relative aux statistiques concernant les nominations de notaires	405
Loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel – art. 21	405
Décret n° 2011-451 du 22 avril 2011 pris pour l'application de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel – art. 1 ^{er} à 4	405
Arrêt de la CJUE du 24 mai 2011 sur la clause de nationalité des notaires	406
Arrêté du 8 août 2013 fixant la liste des diplômés admis en dispense du diplôme national de master en droit pour l'exercice de la profession de notaire – art. 1 ^{er} et 2	415
Titre II – Formation, nomination, spécialisation	417
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 1 ^{er} <i>quater</i>	417
Lettre du 25 novembre 1960 relative au stage à Monaco	417
Lettre du 20 février 1961 relative aux greffiers des tribunaux de commerce	417
Lettre du 9 octobre 1968 relative au stage	417
Lettre du 3 juillet 1969 relative au stage	418
Lettre du 27 septembre 1971 relative au stage effectué dans les organismes professionnels	418
Lettre du 25 octobre 1971 relative au stage	418
Loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente	418
Lettre du 1 ^{er} mars 1972 relative à l'aptitude professionnelle aux fonctions de notaire	418
Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 3	419

CODE NOTARIAL	PAGES
Décret n° 2016-661 du 20 mai 2016 relatif aux officiers publics et ministériels – art. 17	419
Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 4 à 7	420
Décret n° 2016-661 du 20 mai 2016 relatif aux officiers publics et ministériels – art. 17	423
Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 7-1 à 53	424
Arrêté du 24 janvier 2017 fixant les modalités des opérations de tirages au sort prévues à l'article 53 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 21	434
Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 54 et 54-1	437
– art. 55 ancien	437
– art. 55 à 56	438
Arrêté du 28 novembre 2017 fixant les modalités des opérations de tirage au sort prévues à l'article 56 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 17	438
Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 57 à 86	441
– art. 59 à 79	442
– art. 86-1 à 134	444
Arrêté du 5 juillet 1973 relatif au diplôme supérieur de notariat	453
Arrêté du 7 novembre 1973 fixant la liste des centres d'examen d'aptitude aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er}	453
Arrêté du 26 février 1974 fixant la liste des centres d'examen de premier clerc de notaire – art. 1 ^{er}	453
Arrêté du 13 mai 1974 fixant les conditions dans lesquelles les candidats titulaires du diplôme du premier cycle d'une école de notariat peuvent être dispensés du baccalauréat en vue des études juridiques dans les universités – art. 1 ^{er} à 3	454
Arrêté du 21 juillet 1975 relatif au diplôme supérieur de notariat – art. 1 ^{er} et 2	454
Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice – art. 10	454
Arrêté du 18 septembre 1975 modifiant la liste des centres d'examen d'aptitude aux fonctions de notaire et de premier clerc de notaire – art. 1 ^{er}	454
Arrêté du 18 avril 1977 relatif aux programmes et modalités du concours professionnel pour la nomination aux fonctions de notaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle – art. 1 ^{er} et 2	455
– art. 4 et 5	455
Arrêté du 18 mai 1981 relatif à l'admission en 3 ^e année de droit des Diplômés premiers clercs – art. 1 ^{er} à 5	455
Directive n° 89/48/CEE du 21 décembre 1988 du Conseil des CE relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans	456
Décret n° 89-399 du 20 juin 1989 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 23	456
Arrêté du 13 avril 1990 fixant le programme et les modalités de l'examen en vue du diplôme d'aptitude aux fonctions de notaire	456
Arrêté du 13 avril 1990 fixant le programme et les modalités de l'examen prévu à l'article 11 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	456
Décision du 13 avril 1990 fixant le nombre, le siège et le ressort des centres de formation professionnelle de notaires	456

CODE NOTARIAL	PAGES
Décision du 13 avril 1990 fixant le nombre, le siège et le ressort des écoles de notariat	457
Arrêté du 7 septembre 1990 fixant les modalités du contrôle continu et de l'appréciation du rapport de stage prévus à l'article 36 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 4	457
Arrêté du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 7-1 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 6	457
Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation – art. 4	458
Réponse du 25 novembre 1991 relative à la formation professionnelle dans le notariat et les conditions d'accès aux fonctions de notaire	459
Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat – art. 98	459
Réponse du 8 novembre 1993 relative à la validation d'un stage de notaire effectué chez un mandataire liquidateur ou chez un administrateur judiciaire	460
Réponse du 10 octobre 1994 relative à la validation d'un stage de notaire effectué chez un mandataire liquidateur ou chez un administrateur judiciaire	460
Arrêté du 27 septembre 1995 fixant la liste des titres ou diplômes reconnus comme équivalents à la maîtrise en droit pour l'exercice de la profession d'huissier de justice – art. 1 ^{er} et 2	461
Décret n° 95-1106 du 13 octobre 1995 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	461
Réponse du 22 avril 1996 relative au diplôme de premier clerc de notaire. Consultation juridique et rédaction d'actes sous seing privé	461
Arrêté du 25 juin 1996 fixant la liste des certificats de spécialisation des notaires – art. 1 ^{er}	462
Arrêté du 15 avril 1997 fixant les modalités d'instruction des dossiers de candidature en vue de l'obtention par les notaires de certificats de spécialisation – art. 1 ^{er} à 13	462
Décret n° 99-657 du 30 juillet 1999 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	463
Arrêté du 7 mars 2002 modifiant l'arrêté du 5 juillet 1973 relatif au diplôme supérieur de notariat – art. 1 ^{er} et 4	463
Arrêté du 10 mars 2003 modifiant l'arrêté du 19 février 1980 fixant le programme et les modalités des examens de contrôle des connaissances institués par les articles 5 et 7 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	464
Arrêté du 30 septembre 2003 modifiant l'arrêté du 13 avril 1990 fixant le programme et les modalités de l'examen prévu à l'article 11 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} et 7	464
Réponse du 29 novembre 2005 relative à l'extension du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 aux notaires	464
Arrêté du 17 avril 2007 portant définition et fixant les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur notariat – art. 1 ^{er} à 8	464
Décret n° 2007-1232 du 20 août 2007 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 16 et 17	465
Arrêté du 27 août 2007 fixant le programme et les modalités de la formation en gestion d'un office de notaire, en déontologie et discipline notariales – art. 1 ^{er} à 4	467
Arrêté du 27 août 2007 fixant le programme et les modalités de la préparation à l'examen de contrôle des connaissances techniques instituée par l'article 7 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 6	468
Arrêté du 27 août 2007 fixant le programme et les modalités de l'examen subi en vue de la nomination à un office de notaire créé ou vacant	469

CODE NOTARIAL	PAGES
Arrêté du 20 décembre 2007 fixant le programme et les modalités des examens de contrôle des connaissances prévus aux articles 5 et 7 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 9	470
Réponse du 28 février 2008 relative aux conditions d'accès au centre de formation professionnelle des notaires	473
Réponse du 6 mars 2008 relative aux conséquences du décret du 20 août 2007 modifiant la formation des métiers du notariat	474
Arrêté du 28 avril 2008 relatif au diplôme supérieur de notariat – art. 1 ^{er} à 12	474
Recommandation du CNEPN pour l'application de l'article 7 de l'arrêté du 28 avril 2008 relatif au diplôme supérieur du notariat	476
Circulaire n° 2008-3 du 21 juillet 2008 relative au circuit des dossiers de cession d'offices ou de parts de sociétés notariales	477
Circulaire n° 2009-3 du 29 avril 2009 du Conseil supérieur du notariat relative au transfert de compétences aux Procureurs généraux	477
Réponse du 29 décembre 2009 relative au cursus notarial et au grade de docteur en droit	478
Arrêté du 26 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 7-1 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er}	479
Arrêté du 26 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 15 avril 1997 fixant les modalités d'instruction des dossiers de candidature en vue de l'obtention par les notaires de certificats de spécialisation – art. 1 ^{er}	479
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010 relative à l'exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires – art. 23	479
Décret n° 2011-1230 du 3 octobre 2011 relatif à la formation professionnelle continue de certaines professions judiciaires ou juridiques réglementées – art. 2	479
– art. 6	479
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-7 du 16 novembre 2011 relative aux modalités d'application de l'obligation de formation continue des notaires	479
Arrêté du 2 février 2012 fixant la liste des diplômes équivalents à la licence professionnelle « métiers du notariat » pour être admis à se présenter aux épreuves de l'examen du diplôme des métiers du notariat – art. 1 ^{er}	485
Décret n° 2012-441 du 3 avril 2012 relatif aux conditions particulières d'accès à la profession d'avocat – art. 6	485
– art. 8	485
Décret n° 2013-215 du 13 mars 2013 relatif à la formation professionnelle en vue de l'exercice de la profession de notaire – art. 1 ^{er} à 29	485
Réponse du 7 mai 2013 relative aux passerelles d'accès à la profession de notaire	486
Arrêté du 2 août 2013 fixant le nombre, le siège et le ressort des instituts des métiers du notariat	486
Arrêté du 8 août 2013 fixant les modalités de la sélection des dossiers pour l'accès à la formation conduisant la délivrance du diplôme de notaire – art. 1 ^{er} à 5	486
– art. 7	487
Arrêté du 8 août 2013 fixant les modalités de l'examen par modules et du rapport de stage en vue de l'obtention du diplôme de notaire – art. 1 ^{er} à 14	487
Arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 7-1 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er}	490
Arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2007 fixant le programme et les modalités des examens de contrôle des connaissances prévus aux articles 5 et 7 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} et 2	490

CODE NOTARIAL	PAGES
Décret n° 2018-659 du 25 juillet 2018 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire et modifiant l'article 17 du décret n° 2016-661 du 20 mai 2016 relatif aux officiers publics et ministériels – art. 1 ^{er} à 67	490
Question du 6 septembre 2018 relative aux passerelles entre la profession de notaire assistant et celle d'avocat	491
Décret n° 2018-971 du 9 novembre 2018 modifiant la procédure de nomination dans un office créé de notaire, d'huissier de justice et de commissaire-priseur judiciaire – art. 1 ^{er}	491
Arrêté du 19 août 2019 modifiant plusieurs arrêtés relatifs à l'accès à la profession de notaire – art. 1 ^{er} ...	492
– art. 1 ^{er} à 7	492
Titre III – Incompatibilités d'exercice	493
Code de commerce – art. L. 722-6-1	493
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 1 ^{er} à 7	493
Ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus – art. 3	494
Ordonnance du 31 juillet 1822 concernant l'incompatibilité entre les fonctions de notaire et celles de commissaire-priseur – art. 1 ^{er}	494
Question du 26 mars 1934 sur l'interdiction de l'usage de la qualification « Diplômé notaire »	494
Loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'Ordre des géomètres-experts – art. 8 et 8-1	495
Question du 22 mars 1969 relative à l'interdiction faite notamment aux officiers ministériels d'exercer une profession industrielle ou commerciale soit par eux-mêmes, soit par personnes interposées	496
Question du 12 juillet 1969 relative à l'exercice par le conjoint du notaire de la profession de chirurgien-dentiste	497
Question du 12 juillet 1969 relative à l'exercice par le conjoint d'un officier public ou ministériel d'une profession industrielle ou commerciale	497
Lettre du 2 avril 1971 relative à la possibilité pour un notaire d'être administrateur de la Caisse d'épargne	497
Question du 25 septembre 1971 relative aux incompatibilités professionnelles	498
Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 49 et 50	498
– art. 54 à 66-3-3	499
– art. 66-3-2 à 66-6	503
– art. 72 à 74	503
– art. 76	504
Réponse du 11 août 1973 relative aux cumuls de fonctions par un clerc de notaire	504
Lettre du 8 avril 1974 relative à la possibilité pour un notaire d'être consul honoraire d'un pays étranger en France	504
Réponse du 30 mai 1974 relative à la compatibilité entre les fonctions de maire-adjoint ou conseiller municipal et l'exercice des fonctions notariales	504
Réponse du 1 ^{er} février 1976 relative à la possibilité pour un clerc de notaire ayant rédigé des statuts de société anonyme d'y exercer les fonctions d'administrateur	505
Réponse du 31 mars 1980 relative à la possibilité pour un notaire de recevoir des actes d'une commune	505
Lettre du 26 novembre 1980 relative à l'incompatibilité entre les fonctions de notaire, prise en qualité de représentant d'un organisme à but non lucratif, et celles d'administrateur d'une société d'économie mixte de construction	506
Lettre du 15 mai 1984 relative à la possibilité pour un notaire d'être membre du conseil d'administration d'une association et notaire de cette association	506

CODE NOTARIAL	PAGES
Réponse du 14 décembre 1989 relative aux élections municipales et les fonctions de notaires	507
Réponse du 17 février 1992 relative à la possibilité pour les avocats de donner des consultations et de rédiger des actes sous seing privé	507
Réponse du 28 juin 1993 relative aux notaires et généalogistes	508
Réponse du 23 juillet 1998 relative aux consultations et rédactions d'actes pour certaines professions judiciaires et juridiques (titre ou diplôme et compétence juridique)	509
Réponse du 19 octobre 1998 relative à la consultations et rédactions d'actes pour certaines professions judiciaires et juridiques (compétence juridique – agrément)	509
Réponse du 11 mars 1999 relative aux consultations juridiques pour certaines professions judiciaires et juridiques (compétence juridique)	510
Réponse du 7 mai 2001 relative à la compatibilité de la profession de clerc de notaire avec celle d'agent immobilier	511
Réponse du 2 septembre 2002 relative aux incidences, pour la profession d'huissier de justice, de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques	511
Réponse du 2 décembre 2002 relative à la réglementation de la profession d'expert immobilier	512
Réponse du 17 février 2003 relative à l'opportunité de réglementer la profession d'expert immobilier	512
Circulaire n° 1575 du 19 octobre 2004 du Conseil supérieur du Notariat relative au Code de bonne conduite des généalogistes notaires	513
Réponse du 13 septembre 2011 relative aux litiges entre notaires et avocats	515
Convention Généalogistes/Notaires du 19 mai 2015 – art. 1 ^{er} à 3	516
– art. 1 ^{er} à 3	517
Titre IV – Alsace-Moselle et Outre-mer	521
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 50 à 53	521
– art. 68	521
Loi du 1 ^{er} juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle – art. 1 ^{er}	521
Loi du 17 juillet 1925 sur l'organisation du notariat dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle – art. 1 ^{er}	522
Loi n° 73-1 du 2 janvier 1973 rendant applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions des statuts des notaires et des huissiers de justice – art. 1 ^{er} à 3	522
Décret n° 73-51 du 10 janvier 1973 relatif aux avocats, notaires, huissiers de justice et syndics administrateurs judiciaires du ressort des Cours d'appel de Colmar et de Metz – art. 1 ^{er} et 2	522
– art. 4	523
– art. 21	523
Décret n° 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des officiers publics ou ministériels – art. 49-1	523
– art. 49-4 à 49-6	523
Décret n° 73-1216 du 29 décembre 1973 rendant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de caractère réglementaire relatives aux statuts des notaires et des huissiers de justice – art. 1 ^{er} à 5	524
Réponse du 25 mai 1992 relative à la forme des donations entre vifs. Forme notariée ou administrative ...	525
Loi n° 94-342 du 29 avril 1994 relative à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	525
Décret n° 97-1002 du 29 octobre 1997 relatif au notariat dans les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon – art. 1 ^{er} à 4	525

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
Réponse du 11 juillet 2006 relative au statut du notariat dans les DOM-TOM	526
Réponse du 15 février 2007 relative aux évolutions du droit européen concernant la transmission des charges des notaires	526
Lettre du 5 décembre 2007 sur les effets de la création des collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sur le statut des notaires	527
Réponse du 14 octobre 2008 sur la réintroduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle du droit de présentation des notaires et des huissiers de justice	527
Arrêté du 26 décembre 2008 portant création d'un comité technique paritaire central de l'Établissement public d'exploitation du livre foncier informatisé d'Alsace-Moselle – art. 1 ^{er} et 2	528
Décret n° 2012-580 du 26 avril 2012 relatif à l'organisation des professions de notaire et d'huissier de Justice outre-mer – art. 1 ^{er} et 3	528
– art. 8	528
Décret n° 2017-711 du 2 mai 2017 relatif au notariat à Saint-Pierre-et-Miquelon – art. 2 à 16	528
Loi n° 2018-1244 du 27 décembre 2018 visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer – art. 1 ^{er} et 2	529
Loi n° 2019-786 du 26 juillet 2019 relative à la Polynésie française – art. 4	530
Titre V – Honorariat	531
Circulaire du 19 septembre 1913 du ministre de la Justice aux procureurs généraux au sujet de l'honorariat des officiers publics et ministériels investis des fonctions de suppléants de justice de paix	531
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 27 à 29	531
Lettre du 17 octobre 1974 relative aux conditions d'octroi de l'honorariat aux anciens notaires qui ont été inspecteurs de la CRPCEN	532
Décret n° 97-503 du 21 mai 1997 portant mesures de simplification administrative – art. 40	532
Circulaire n° 97-09 du 30 mai 1997 du ministère de la justice relative aux mesures de simplification administrative du décret n° 97-503 du 21 mai 1997	532
Circulaire n° 97-10 du 15 septembre 1997 du ministère de la justice relative à la modification du régime d'octroi de l'honorariat aux officiers publics ou ministériels	533
Réponse du 23 février 1998 relative aux conditions d'attribution du titre de notaire honoraire	535
Réponse du 18 octobre 1999 relative à la procédure d'attribution de l'honorariat	535
Réponse du 19 mars 2013 sur les conditions d'attribution du titre de notaire honoraire	536
Réponse du 30 avril 2013 sur les conditions d'attribution du titre de notaire honoraire	537
TROISIÈME PARTIE – OFFICE NOTARIAL MODALITÉS D'EXERCICE	539
Titre I – Cession d'office de notaire	541
Loi du 28 avril 1816 sur les finances – art. 91 et 91	541
Réponse du 28 juillet 1947 relative au pouvoir discrétionnaire de la Chancellerie en matière de nomination des officiers publics et ministériels	541
Circulaire du 30 juin 1948 établissant notamment l'usage de tableaux récapitulatifs (Formules A, B, C, D), en matière de cession d'offices publics et ministériels (Extraits)	542
Lettre du 13 octobre 1955 relative au legs d'une étude notariale	542
Lettre du 11 juillet 1960 relative à l'indexation du prix de cession des offices de notaires	542
Lettre du 8 février 1963 concernant l'indexation des prix de cession d'office	543
Circulaire n° 65-14 du 11 juin 1965 concernant le contrôle des prix de cession et des indemnités de suppression des offices publics ou ministériels	544

CODE NOTARIAL

PAGES

Réponse du 1 ^{er} décembre 1966 relative à la date à prendre pour base de l'indexation dont sont affectés les prix de certaines cessions d'offices	547
Réponse du 28 août 1971 relative au calcul du prix de cession d'un office de notaire	547
Décret n° 88-814 du 12 juillet 1988 relatif à la nomination et à la cessation de fonctions des officiers publics et ministériels – art. 1 ^{er} à 3	547
Réponse du 8 janvier 1996 relative aux donations d'offices publics et ministériels (enregistrement – successions – abattement)	548
Circulaire n° 103 du 26 juin 2006 relative à la constitution des dossiers de cessions d'offices public et/ou ministériels	548
Circulaire n° 04-09 du 24 avril 2009 relative à la réduction des délais d'instructions des dossiers de nomination des offices publics et /ou ministériels	559
Réponse du 14 décembre 2010 sur le contrôle du prix de cession d'un office par la direction des affaires civiles et du sceau	561
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2014-4 du 1 ^{er} août 2014 relative à l'Audit Fonctionnel (Analyse préalable à la cession de la situation de l'office)	561
Titre II – Création, transfert et suppression d'office de notaire	565
Code de commerce – art. L. 462-4-1 et L. 462-4-1	565
Lettre du 8 août 1960 sur les minutes et répertoires d'une étude supprimée	566
Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'offices de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires – art. 1 ^{er} à 23	566
– art. 29 à 30-1	569
Circulaire du 16 février 1972 sur créations, transferts et suppressions d'offices de notaire. Résidence des notaires et ouvertures de bureaux annexes	570
Circulaire n° 103 du 26 juin 2006 relative à la constitution des dossiers de cession des offices publics et ministériels (Titre II)	578
Décret n° 88-814 du 12 juillet 1988 relatif à la nomination et à la cessation de fonctions des officiers publics et ministériels – art. 1 ^{er} à 3	580
Réponse du 23 septembre 1991 relative aux créations et suppressions d'office de notaires	580
Réponse du 20 juillet 1992 relative à l'indemnisation par un notaire nommé dans un office créé, à ceux de ses confrères invoquant un préjudice	581
Réponse du 3 mai 1999 relative aux difficultés des offices de notaires en zones rurales	581
Réponse du 10 avril 2000 relative aux modalités d'attribution d'un office notarial mis en concours	582
Décret n° 2005-311 du 25 mars 2005 relatif aux professions de notaire et d'huissier de justice	582
Circulaire n° 2010-4 du 21 juillet 2010 relative aux locaux accessoires de l'office	582
Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques – art. 52 et 52	583
Décret n° 2016-216 du 26 février 2016 relatif à l'établissement de la carte instituée au I de l'article 52 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques – art. 1 ^{er} à 3	585
Décret n° 2019-257 du 29 mars 2019 relatif aux officiers publics ou ministériels – art. 3 et 4	586
Titre III – Sociétés professionnelles	587
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 1 ^{er} bis	587
– art. 1 bis A	587

CODE NOTARIAL	PAGES
Ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 relative aux sociétés constituées pour l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er} et 4	588
– art. 9	588
– art. 13	588
Circulaire n° 2016-4 du 17 novembre 2016 relative à l'obligation comptable en cas de transfert d'un office hors de sa Compagnie d'origine ou en cas de société civile professionnelle ou sociétés de notaires, sociétés d'exercice libéral et autres sociétés constituées pour l'exercice de la profession de notaire détenant plusieurs offices	588
Circulaire n° 2017-03 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre des aspects comptables et financiers du décret n° 2016-1509 du 9 novembre 2016 relatif aux sociétés constituées pour l'exercice de la profession notariale	589
Chapitre I – Sociétés civiles professionnelles	590
Loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles – art. 1 ^{er} à 31	591
– art. 33 à 38	594
Décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles – art. 1 ^{er} à 5	595
Décret n° 2017-895 du 6 mai 2017 relatif aux notaires, aux commissaires-priseurs judiciaires et aux huissiers de justice – art. 19	596
Décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles – art. 6 à 27	597
Code de commerce – art. R. 814-122 et R. 814-122-1	601
Décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles – art. 28 à 142	601
Circulaire n° 67-21 bis du 14 novembre 1967 concernant les sociétés civiles professionnelles constituées pour l'exercice de la profession de notaire	618
Lettre du 18 septembre 1970 concernant la possibilité pour une société civile professionnelle titulaire d'un office notarial d'être commise pour un inventaire ou pour une liquidation-partage	649
Décret n° 71-943 du 26 novembre 1971 modifiant certaines dispositions du décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles – art. 26	650
Réponse du 8 janvier 1980 relative à l'immatriculation des sociétés civiles professionnelles	650
Lettre du 4 avril 1984 relative à l'habilitation des clercs	650
Réponse du 3 septembre 1984 relative aux difficultés au sein des sociétés civiles professionnelles	651
Décret n° 92-64 du 20 janvier 1992 modifiant le décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	651
Réponse du 20 mars 1995 relative à la dissolution d'une société civile professionnelle de notaire. Conséquences. Droit de présentation. Exercice.	651
Réponse du 10 avril 1995 relative à la transformation d'une société civile professionnelle, titulaire d'un office notarial, en SELARL à associé unique	652
Décret n° 2004-364 du 22 avril 2004 modifiant le décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles et le décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er}	653

Réponse du 3 avril 2007 concernant le fonctionnement d'un office notarial en cas de démission d'un notaire exerçant dans le cadre d'une société civile professionnelle	653
Décret n° 2009-452 du 22 avril 2009 relatif à l'évolution des professions juridiques et judiciaires	653
Réponse du 7 février 2012 relative au retrait d'un associé d'une société civile professionnelle	654
Décret n° 2012-403 du 23 mars 2012 relatif aux sociétés civiles professionnelles et aux sociétés de participations financières des professions judiciaires et juridiques réglementé – art. 2	654
Chapitre II – Sociétés d'exercice libéral et de participations financières	654
Code de commerce – art. L. 721-5	654
Code de la sécurité sociale – art. L. 131-6	655
Loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales – art. 1 ^{er} à 34	656
Décret n° 92-704 du 23 juillet 1992 pris pour l'application de l'article 14 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er} et 2	666
Décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er} à 5	666
Décret n° 2017-895 du 6 mai 2017 relatif aux notaires, aux commissaires-priseurs judiciaires et aux huissiers de justice – art. 19	667
Décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 6 à 79-4	667
Arrêté du 6 avril 2012 fixant les conditions de tenue, de mise à jour et de publicité de la liste des sociétés de participations financières de profession libérale de notaires – art. 1 ^{er}	679
Décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 79-5 à 84-2	679
Réponse du 7 juillet 1994 relative aux sociétés d'exercice libéral de notaires (capital social. – apports)	682
Décret n° 2004-856 du 23 août 2004 pris pour l'application à la profession de notaire du titre IV de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er}	682
Décret n° 2009-1142 du 22 septembre 2009 autorisant l'ouverture du capital des sociétés de participations financières de professions libérales d'huissiers de justice, de commissaires-priseurs judiciaires et de notaires aux membres des professions judiciaires ou juridiques soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 3	682
Décret n° 2012-403 du 23 mars 2012 relatif aux sociétés civiles professionnelles et aux sociétés de participations financières des professions judiciaires et juridiques réglementé – art. 17	682
Décret n° 2014-354 du 19 mars 2014 pris pour l'application de l'article 31-2 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er} à 14	683
Décret n° 2016-879 du 29 juin 2016 modifiant le décret n° 2014-354 du 19 mars 2014 pris pour l'application de l'article 31-2 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er}	684

CODE NOTARIAL	PAGES
Chapitre III – Sociétés pluri-professionnelles d'exercice de professions libérales	685
Loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales – art. 31-3 à 31-12	685
Décret n° 2017-794 du 5 mai 2017 relatif à la constitution, au fonctionnement et au contrôle des sociétés pluri-professionnelles d'exercice de professions libérales juridiques, judiciaires et d'expertise comptable prévues au titre IV bis de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 – art. 1 ^{er} à 30	686
Décret n° 2017-795 du 5 mai 2017 pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 et fixant la majorité requise pour la transformation d'une société civile professionnelle en une société pluri-professionnelle d'exercice ou pour la participation d'une société civile professionnelle à la constitution d'une telle société – art. 3	692
Décret n° 2017-796 du 5 mai 2017 relatif à l'exercice des professions d'huissier de justice, de notaire et de commissaire-priseur judiciaire par une société pluri-professionnelle d'exercice – art. 3 à 5	693
Décret n° 2017-800 du 5 mai 2017 relatif à l'exercice des professions d'huissier de justice, de notaire et de commissaire-priseur judiciaire par une société pluri-professionnelle d'exercice – art. 3 à 5	693
Chapitre IV – Sociétés autres que SCP ou SEL	693
Décret n° 2016-883 du 29 juin 2016 relatif à l'exercice des professions d'huissier de justice, de notaire et de commissaire-priseur judiciaire sous forme de société autre qu'une société civile professionnelle ou qu'une société d'exercice libéral – art. 1 ^{er}	693
– art. 1-1 à 34	694
Décret n° 2016-1405 du 20 octobre 2016 relatif au régime des décisions de nomination d'une société et de ses associés dans un office d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ou dans un office d'huissier de justice, de notaire ou de commissaire-priseur judiciaire – art. 2	701
Chapitre V – Groupements d'intérêt économique	701
Réponse du 29 janvier 1977 de M. le ministre de la Justice relative à la possibilité pour les notaires, avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes de constituer des groupements d'intérêt économique	701
Titre IV – Notaires salariés	703
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 1 ^{er} ter	703
Décret n° 93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l'article 1 ^{er} ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 et relatif aux notaires salariés – art. 1 ^{er} à 9	703
Décret n° 2017-895 du 6 mai 2017 relatif aux notaires, aux commissaires-priseurs judiciaires et aux huissiers de justice – art. 19	705
Décret n° 93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l'article 1 ^{er} ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 et relatif aux notaires salariés – art. 10 à 25-3	705
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-5 du 5 novembre 2011 relative à la nomination des notaires salariés et cessation des fonctions	709
QUATRIÈME PARTIE – ORGANISATION DE LA PROFESSION	713
Introduction	715
Loi du 19 brumaire an IV portant que le notariat et les objets qui lui sont relatifs sont compris dans les attributions du ministère de la justice (10 novembre 1795)	715
Titre I – Organismes statutaires	717
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 2 à 13	717
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 1 ^{er} à 12	719
– art. 30 à 44	724
Décret n° 48-1142 du 19 juillet 1948 modifiant les décrets des 19 décembre 1945 et 5 février 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notaire – art. 1 ^{er} et 2	729

CODE NOTARIAL	PAGES
Lettre du 2 novembre 1953 concernant les dépenses qui peuvent être engagées par un conseil régional ...	729
Avis n° 286.387 du 27 novembre 1962 du Conseil d'État sur l'organisme qualifié pour connaître de la réforme de l'enseignement professionnel dans le notariat	730
Lettre du 11 mai 1967 sur la composition des Chambres	731
Décret n° 67-1104 du 20 décembre 1967 portant création d'une cour d'appel à Reims et modification du ressort et de la composition de certaines autres cours d'appel	731
Décret n° 67-1234 du 22 décembre 1967 dérogeant à l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat en ce qui concerne le ressort de certaines chambres de notaires – art. 1 ^{er} et 2	731
Décret n° 67-1235 du 22 décembre 1967 portant règlement d'administration publique modifiant la compétence territoriale des notaires et la composition des chambres de notaires, des conseils régionaux et du conseil supérieur du notariat	731
Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'offices de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires – art. 24 à 28	732
Loi n° 73-546 du 25 juin 1973 relative à la discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels – art. 1 ^{er} à 30	732
Lettre du 4 juillet 1974 relative à l'éligibilité d'un notaire associé à une chambre départementale	733
Lettre du 22 mars 1984 sur la communication des délibérations de chambre	733
Réponse du 16 juin 1986 relative à la nature des cotisations des ordres professionnels	734
Décret n° 2004-259 du 23 mars 2004 modifiant le décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat – art. 20	735
Circulaire n° 1573 du 25 mai 2004 à la rémunération des élus de la profession	735
Réponse du 8 novembre 2011 relative au comité mixte départemental	743
Circulaire n° 2018-3 du 14 mars 2018 relative au Médiateur du notariat	744
Titre II – Règlements	747
Section I – Règlement national – Règlement inter-cours	747
Règlement national – Règlement inter-cours du 24 décembre 2009 – art. 1.1 à 58	747
– art. 1 ^{er} à 6	763
– art. 59 à 76	764
Réponse du 30 avril 2011 sur la publicité du règlement intérieur du Conseil supérieur du notariat	772
Circulaire du 5 juin 2018 du Conseil supérieur du notariat relatif au règlement national/règlement inter-cours	773
Circulaire n° 2018-07 du 22 octobre 2018	776
Section II – Règlements intérieurs de chambres et conseils régionaux	776
Décret n° 76-419 du 14 mai 1976 relatif aux notaires du ressort de la cour d'appel de Bastia – art. 1 ^{er} à 7	776
Décret n° 78-19 du 4 janvier 1978 relatif à l'organisation professionnelle et à la compétence d'instrumentation des notaires dans les ressorts des cours d'appel de Paris et de Versailles – art. 1 ^{er} à 14	777
Arrêté du 19 mai 1981 portant approbation de règlements intérieurs de conseils régionaux et de chambres départementales des notaires	778
Arrêté du 24 juillet 1981 portant approbation de règlements intérieurs d'un Conseil régional et de chambres départementales des notaires	779
Arrêté du 1 ^{er} juin 1982 portant approbation de règlements intérieurs de conseils régionaux et de chambres départementales de notaires – art. 1 ^{er} et 2	779
– art. 1 ^{er} et 2	779

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
Arrêté du 5 mai 1983 portant approbation de règlements intérieurs de conseils régionaux de notaires et de chambres départementales	779
Arrêté du 21 juin 1983 portant approbation de règlements intérieurs d'un conseil régional et de chambres départementales de notaires	780
Arrêté du 30 juin 1983 portant approbation de règlements intérieurs de conseils régionaux, de chambres départementales de notaires	780
Arrêté du 21 juillet 1983 portant approbation de règlements intérieurs d'un conseil régional et de chambres départementales de notaires	780
Arrêté du 8 novembre 1983 portant approbation de règlements intérieurs de chambres départementales ..	781
Arrêté du 11 janvier 1984 portant approbation de règlements intérieurs de conseils régionaux et de chambres départementales	781
Arrêté du 11 janvier 1984 portant approbation du règlement intérieur d'un conseil régional	781
Arrêté du 3 avril 1984 portant approbation des règlements intérieurs d'un conseil régional et des chambres départementales	782
Arrêté du 7 mai 1984 portant approbation de règlements intérieurs d'un conseil régional et de chambres départementales de notaires	782
Arrêté du 12 octobre 1984 portant approbation des règlements intérieurs de chambres départementales de notaires	782
Arrêté du 28 janvier 1985 portant approbation de règlements intérieurs d'un conseil régional et de chambres départementales de notaires	783
Arrêté du 14 mai 1985 portant approbation de règlements intérieurs de chambres départementales de notaires	783
Arrêté du 17 octobre 1985 portant approbation de règlements intérieurs des chambres départementales de notaires	783
Arrêté du 7 novembre 1985 portant approbation du règlement de la chambre interdépartementale des notaires de Paris	783
Arrêté du 23 décembre 1985 portant approbation d'un règlement intérieur de chambre départementale des notaires	784
Arrêté du 9 janvier 1986 portant approbation du règlement intérieur de la chambre départementale des notaires des Hauts-de-Seine	784
Arrêté du 9 juillet 1986 portant approbation d'une modification aux règlements intérieurs de conseils régionaux, de chambres départementales de notaires	784
Arrêté du 15 octobre 1986 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de la Guyane et de la Martinique	784
Arrêté du 13 février 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires des Bouches-du-Rhône	784
Arrêté du 17 mars 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Savoie	785
Arrêté du 20 mars 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Drôme	785
Arrêté du 7 avril 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Marne ..	785
Arrêté du 24 avril 1987 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Grenoble	785
Arrêté du 24 avril 1987 portant approbation d'un règlement intérieur de la chambre des notaires du Nord ..	785
Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Chambéry	785

CODE NOTARIAL	PAGES
Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation d'une modification du règlement intérieur du conseil régional des notaires du ressort de la cour d'appel d'Orléans	786
Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires du ressort de la cour d'appel de Paris	786
Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires du ressort de la cour d'appel de Versailles	786
Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation du règlement intérieur de chambres de notaires (Essonne, Lot-et-Garonne, Loiret)	786
Arrêté du 29 juillet 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires du Jura ...	786
Arrêté du 4 novembre 1987 portant approbation de règlements intérieurs de chambres de notaires et de conseils régionaux de notaires	787
Arrêté du 2 juin 1988 portant approbation des modifications du règlement intérieur de la chambre des notaires de l'Isère	787
Décret n° 88-816 du 12 juillet 1988 créant la chambre interdépartementale des notaires du territoire de Belfort et de la Haute-Saône – art. 1 ^{er} à 11	787
Arrêté du 17 novembre 1988 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Réunion	788
Arrêté du 13 décembre 1988 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires d'Eure-et-Loir	788
Arrêté du 8 mars 1989 portant approbation des règlements intérieurs du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Reims et des chambres des notaires de l'Aube, des Ardennes et de la Gironde	789
Arrêté du 21 avril 1989 portant approbation de modifications du règlement intérieur de la chambre des notaires des Hauts-de-Seine	789
Arrêté du 19 février 1990 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de Paris	789
Arrêté du 11 février 1991 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de la Guyane et de la Martinique	789
Arrêté du 26 août 1991 portant approbation du règlement intérieur du Conseil régional des notaires de la cour d'appel de Lyon	789
Arrêté du 11 mars 1992 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires des Alpes-de-Haute-Provence	790
Arrêté du 25 juin 1992 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Bordeaux	790
Arrêté du 1 ^{er} décembre 1992 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Gironde	790
Arrêté du 3 décembre 1992 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de l'Isère	790
Arrêté du 25 février 1993 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Sarthe	790
Arrêté du 30 novembre 1993 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires des Pyrénées-Orientales	790
Arrêté du 30 novembre 1993 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Réunion	791
Arrêté du 20 janvier 1995 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Haute-Vienne	791
Arrêté du 20 janvier 1995 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Marne	791

CODE NOTARIAL	PAGES
Arrêté du 26 janvier 1995 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Charente	791
Arrêté du 26 janvier 1995 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Sarthe	791
Arrêté du 11 juillet 1996 portant approbation de modifications aux règlements intérieurs du conseil régional des notaires de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence et de la chambre des notaires de la Sarthe	792
Arrêté du 10 octobre 1996 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Marne	792
Arrêté du 20 juin 1997 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires des Alpes-de-Haute-Provence	792
Arrêté du 12 mars 1999 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Haute-Garonne	792
Arrêté du 5 avril 2001 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de Maine-et-Loire	792
Arrêté du 10 mai 2001 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de Paris, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne	792
Arrêté du 14 juin 2001 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre départementale des notaires des Hauts-de-Seine	793
Décret n° 2001-945 du 16 octobre 2001 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Limoges – art. 1 ^{er} à 11	793
Arrêté du 22 janvier 2002 portant approbation du règlement intérieur d'une chambre des notaires	794
Arrêté du 20 février 2002 portant approbation d'une modification au règlement intérieur d'une chambre interdépartementale des notaires	794
Arrêté du 28 mai 2002 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires de l'Hérault	794
Arrêté du 5 juillet 2002 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires du Var	794
Arrêté du 22 juillet 2002 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de Paris, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne	794
Arrêté du 14 août 2002 portant approbation d'une modification du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Sarthe	795
Arrêté du 24 septembre 2002 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre départementale des notaires des Hauts-de-Seine	795
Arrêté du 6 février 2003 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires des Alpes-Maritimes	795
Réponse du 17 février 2003 relative à l'organisation et la réglementation des assemblées générales départementales	795
Décret n° 2003-323 du 3 avril 2003 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Bourges – art. 1 ^{er} à 11	795
Décret n° 2003-1053 du 30 octobre 2003 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Pau – art. 1 ^{er} à 11	796
Décret n° 2004-466 du 28 mai 2004 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Reims – art. 1 ^{er} à 11	797
Décret n° 2005-398 du 29 avril 2005 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel d'Agen – art. 1 ^{er} à 11	798
Arrêté du 22 décembre 2005 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel de Reims	799
Décret n° 2006-323 du 14 mars 2006 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Chambéry – art. 1 ^{er} à 11	800

CODE NOTARIAL	PAGES
Arrêté du 14 mars 2006 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel d'Agen	801
Arrêté du 5 mai 2006 portant approbation de modifications au règlement intérieur du conseil interrégional des notaires des cours d'appel de Colmar et de Metz	801
Décret n° 2006-1424 du 22 novembre 2006 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel d'Angers – art. 1 ^{er} à 11	801
Arrêté du 27 juillet 2007 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel d'Angers	802
Arrêté du 24 août 2007 portant approbation d'une modification au règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel d'Orléans	802
Décret n° 2007-1312 du 5 septembre 2007 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Toulouse – art. 1 ^{er} à 11	802
Arrêté du 27 septembre 2007 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires d'Indre-et-Loire	804
Arrêté du 8 avril 2008 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel de Toulouse	804
Arrêté du 8 avril 2008 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel d'Angers	804
Arrêté du 9 juillet 2008 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel de Versailles	804
Arrêté du 9 mars 2010 portant approbation d'une modification au règlement de la chambre départementale des notaires de Meurthe-et-Moselle	804
Arrêté du 23 août 2010 portant approbation d'une modification au règlement de la compagnie des notaires du Loiret	805
Arrêté du 8 mars 2011 portant approbation de la modification du règlement de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel d'Angers	805
Arrêté du 2 mai 2011 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre des notaires de l'Essonne	805
Décret n° 2011-987 du 23 août 2011 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Caen – art. 1 ^{er} à 11	805
Arrêté du 10 février 2012 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Meuse	806
Arrêté du 15 mars 2012 portant approbation de la modification du règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Lyon	806
Arrêté du 31 mai 2012 portant approbation de la modification du règlement intérieur Conseil régional des notaires de la cour d'appel d'Aix-en-Provence	806
Arrêté du 31 mai 2012 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Gironde	807
Arrêté du 17 janvier 2013 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires des Hautes-Pyrénées, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques	807
Arrêté du 20 mars 2013 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre départementale des notaires de la Côte-d'Or	807
Arrêté du 2 décembre 2013 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires du ressort de la cour d'appel de Rouen	807
Arrêté du 17 février 2014 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires de Nord-Pas-de-Calais et des chambres des notaires du Nord et du Pas-de-Calais	807

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
Décret n° 2014-1562 du 22 décembre 2014 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Besançon – art. 1 ^{er} à 11	808
Arrêté du 6 janvier 2015 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre des notaires du Nord	809
Arrêté du 6 janvier 2015 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du Gers, du Lot et de Lot-et-Garonne	809
Arrêté du 6 janvier 2015 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de Basse-Normandie	809
Arrêté du 13 avril 2015 portant approbation du règlement intérieur de la chambre départementale des notaires de Saône-et-Loire	809
Arrêté du 23 février 2016 portant approbation du règlement intérieur de la chambre départementale des notaires des Vosges	809
Décret n° 2016-676 du 25 mai 2016 relatif à la création d'une chambre interdépartementale des notaires de la Vienne et des Deux-Sèvres – art. 1 ^{er} à 12	810
Décret n° 2016-1158 du 25 août 2016 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Nancy – art. 1 ^{er} à 11	811
Décret n° 2016-1482 du 2 novembre 2016 relatif à la création de la chambre interdépartementale des notaires du Nord - Pas-de-Calais – art. 1 ^{er} à 11	812
Décret n° 2018-233 du 30 mars 2018 relatif à la création d'une chambre interdépartementale des notaires d'Auvergne – art. 1 ^{er} à 11	813
Décret n° 2019-569 du 7 juin 2019 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort des cours d'appel de Limoges, de Pau, d'Angers et de Toulouse – art. 1 ^{er}	814
Arrêté du 21 juin 2019 portant approbation de la charte de la confraternité annexée au règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de Paris	814
Section III – Guide du Conseil régional	814
Guide du Conseil régional du 7 juillet 2009	814
Titre III – Organismes non statutaires	827
Réponse du 19 février 1929 relative à l'impossibilité pour les notaires de se constituer en syndicat	827
Avis du 15 mars 1949 du Conseil d'État sur la constitution de syndicats professionnels de notaires, avoués, huissiers et commissaires-priseurs	827
Réponse du 19 mai 1949 relative aux syndicats d'officiers publics	827
Règlement du 1 ^{er} janvier 2001 de l'Assemblée de liaison des notaires de France – art. 1 à 14	828
Décret n° 2003-15 du 3 janvier 2003 portant création de la Commission nationale de concertation des professions libérales	830
Décret n° 2011-200 du 21 février 2011 portant création de l'observatoire des professions libérales – art. 1 ^{er} à 15	831
Réponse du 8 mars 2011 sur la représentativité du syndicat national des notaires	831
CINQUIÈME PARTIE – DÉONTOLOGIE	833
Titre I – Internet	835
Code de déontologie notariale pour l'utilisation d'Internet du 30 juin 2014	835
Titre II – Conseil patrimonial	853
Charte du notaire conseil patrimonial du 30 octobre 2008	853
Titre III – Discipline	855
Code de l'organisation judiciaire – art. L. 211-8	855

CODE NOTARIAL	PAGES
Loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice – art. 45	855
Loi du 19 mars 1864 qui étend aux notaires, aux greffiers et aux officiers ministériels destitués, le bénéfice de la loi du 3 juillet 1852, sur la réhabilitation – art. 1 ^{er} et 2	855
Circulaire du 12 mars 1945 concernant la notification des décisions disciplinaires de suspension, destitution ou interdiction temporaire des notaires	855
Ordonnance n° 45-1418 du 28 juin 1945 relative à la discipline des notaires et de certains officiers ministériels – art. 1 ^{er} à 51	856
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 14-1 à 14-6	862
– art. 24 à 26	863
Réponse du 27 juillet 1957 relative à la possibilité pour deux parents ou alliés notaires dans la même compagnie de faire partie de la même chambre de discipline	863
Circulaire n° 61-21 du 7 octobre 1961 relative aux inspections de comptabilité et à l'action disciplinaire des Chambres	863
Décret n° 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des officiers publics ou ministériels – art. 1 ^{er} à 49-1	865
Circulaire du 21 février 1974 relative à la discipline des notaires, des avoués près les Cours d'appel, des huissiers de justice, des commissaires-priseurs	872
Circulaire CSN n° 1011 du 7 mai 1974 relative aux mesures disciplinaires	881
Décret n° 2004-259 du 23 mars 2004 modifiant le décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat – art. 20	881
Décret n° 2004-1304 du 23 novembre 2004 modifiant le décret [n° 45-0117] du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat – art. 1 ^{er} à 3	881
Réponses du 21 avril 2011 sur les modalités de contrôle par l'État de la profession de notaire	881
Titre IV – Inspection des études	883
Décret n° 74-737 du 12 août 1974 relatif aux inspections des études de notaires – art. 1 ^{er} à 35	883
Circulaire du 29 janvier 1975 relative aux inspections des études de notaire	887
Circulaire du 4 février 1975 relative à l'inspection des études de notaire	895
Arrêté du 17 janvier 1980 fixant les conditions dans lesquelles la présence d'un inspecteur en comptabilité est facultative lors des inspections annuelles des études de notaires – art. 1 ^{er} et 2	896
Arrêté du 3 août 1994 fixant les modalités des contrôles qui doivent être effectués dans des inspections annuelles des études de notaires	896
Arrêté du 17 novembre 2005 fixant les modalités des contrôles devant être effectués lors des inspections annuelles des offices de notaires	896
Arrêté du 27 janvier 2006 relatif à l'attestation de conformité des logiciels de comptabilité des offices de notaires – art. 1 ^{er} à 7	896
Arrêté du 7 mai 2010 fixant les modalités des contrôles devant être effectués lors des inspections annuelles des offices de notaires – art. 1 ^{er} et 2	897
Arrêté du 28 juin 2010 modifiant l'arrêté du 7 mai 2010 fixant les modalités des contrôles devant être effectués lors des inspections annuelles des offices de notaires – art. 1 ^{er}	897
Circulaire n° 2010-5 du 27 juillet 2010 relative aux inspections annuelles des offices	898
Titre V – Prohibitions	899
Code pénal – art. 221-4	899
– art. 222-11 à 222-13	899
– art. 226-15	902
– art. 312-1	902
– art. 312-10 et 313-1	902

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
– art. 313-6 à 314-3	902
– art. 432-10	903
– art. 432-12	903
– art. 432-15 et 432-16	904
– art. 433-4 à 433-6	904
– art. 433-12 à 433-14	905
– art. 433-17 à 433-19	905
– art. 441-1	906
– art. 441-4	906
Code général des impôts – art. 1838 à 1840 C	906
– art. 1840 E	906
– art. 1840 V	906
Réponse du 1 ^{er} février 1929 relative à l'incompatibilité des fonctions de notaire et de membre du conseil d'administration d'une société de crédit agricole	907
Réponse du 23 mai 1929 relative à l'incompatibilité des fonctions de notaire et de membre d'une société de crédit immobilier	907
Réponse du 22 octobre 1929 relative à l'incompatibilité des fonctions de notaire et d'administrateur d'une banque populaire	907
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 13 à 14-A	907
Lettre du 9 janvier 1968 relative au droit d'instrumentation du notaire au profit de la commune dont il est maire ou conseiller municipal	909
Question du 9 mars 1968 relative à l'impossibilité pour un maire de se rendre acquéreur d'un lot compris dans un lotissement appartenant à sa commune	909
Question du 13 novembre 1968 relative à la possibilité pour un notaire d'être membre d'une SARL, et pour son conjoint d'être membre ou gérant d'une SARL et administrateur d'une SA	910
Question du 15 juin 1970 relative aux prohibitions faites aux notaires associés	910
Décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires – art. 2 et 3	911
Réponse du 3 mars 1973 relative aux actes notariés dans lesquels les parents ou alliés du notaire sont parties	911
Réponse du 23 février 1974 relative à l'interdiction faite aux notaires d'instrumenter pour le compte de la commune dont il est maire ou conseiller municipal	912
Réponse du 30 mars 1974 relative à la possibilité pour un notaire substituant d'user des services d'un clerc assermenté	912
Réponse du 10 août 1974 concernant un notaire associé commis judiciairement pour procéder aux inventaires et liquidation-partage	912
Réponse du 31 mars 1980 relative à la possibilité pour un notaire de recevoir des actes d'une commune .	913
Réponse du 26 décembre 1980 relative à l'interdiction faite au notaire de recevoir des actes dans lesquels certains parents ou alliés sont parties, mais la possibilité d'être présent en tant que Conseil	914
Réponse du 9 mai 1988 relative à l'étendue de l'interdiction prévue à l'article 2 du décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires	914
Réponse du 10 juin 1991 relative au libre choix du notaire par le client	915
Réponse du 27 janvier 1997 relative aux actes notariés. Faux commis. Responsabilité des notaires	915
Réponse du 6 octobre 1997 relative aux notaires membres d'un Conseil d'orientation et de surveillance de caisse d'épargne. Réception des actes. Prohibition	916
Réponse du 30 mars 2004 relative à la réglementation de l'exercice de la profession de notaire	916

CODE NOTARIAL	PAGES
Réponse du 7 février 2006 relative à l'exercice de la profession de notaires	917
Titre VI – Secret professionnel	919
Section I – Les textes	919
Règlement national – Règlement inter-cours du 24 décembre 2009 – art. 3.4	919
– art. 20	919
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 23	919
Code pénal – art. 226-13 et 226-14	920
Code de procédure pénale – art. 40	920
– art. 56-3	920
– art. 645	920
Code général des collectivités territoriales – art. L. 1617-5	921
Code de la consommation – art. L. 512-61	921
Code des douanes – art. 65	921
– art. 323	921
– art. 334	922
– art. 455	922
Livres des procédures fiscales – art. L. 23	922
– art. L. 86	922
– art. L. 92	922
– art. L. 106	922
Code monétaire et financier – art. L. 561-26	923
– art. L. 621-9-3	923
Code de la sécurité sociale – art. L. 114-19 à L. 114-20	923
Loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence – art. 8	924
Loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires – art. 1 ^{er} à 5	925
Section II – Sources diverses	925
Question du 20 juin 1969 relative au secret professionnel du Président de la Chambre départementale en matière disciplinaire	925
Question du 13 septembre 1969 relative au secret professionnel des notaires vis-à-vis du syndic de faillite	925
Réponse du 2 juillet 1984 relative au secret professionnel et à la notion de dépositaire obligé	926
Titre VII – Publicité personnelle	927
Décret n° 72-785 du 25 août 1972 relatif au démarchage et à la publicité en matière de consultation et de rédaction d'actes juridiques – art. 1 ^{er} à 6	927
Réponse du 29 janvier 1977 relative à la publicité des actes notariés	927
Arrêté du 29 juin 1990 relatif à la publicité des prix pratiqués par des professionnels intervenant dans les transactions immobilières	928
Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI ^e siècle – art. 3	928
Arrêté du 10 janvier 2017 relatif à l'information des consommateurs par les professionnels intervenant dans une transaction immobilière – art. 1 ^{er} à 6	928
SIXIÈME PARTIE – GARANTIE COLLECTIVE	931
Décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux offices publics et ministériels et certains auxiliaires de justice – art. 11 à 17	933
– art. 20 à 30	933
– art. 34	934

Décret n° 56-220 du 29 février 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux officiers publics et ministériels et à certains auxiliaires de justice, en ce qui concerne la garantie de la responsabilité professionnelle des notaires – art. 1 ^{er} à 31	934
Arrêté du 28 mai 1956 relatif à la garantie professionnelle des notaires – art. 1 ^{er} à 10	939
Circulaire du 17 février 1972 sur la réforme de la garantie de la responsabilité professionnelle des notaires	940
Lettre du 17 février 1972 relative à la réforme de la garantie professionnelle des notaires	942
Arrêté du 10 septembre 1973 fixant le modèle des affiches en matière de garantie de la responsabilité professionnelle des notaires – art. 1 ^{er} et 2	943
Arrêté du 31 janvier 2000 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2000 – art. 1 ^{er} et 2	943
Arrêté du 18 janvier 2001 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2001 – art. 1 ^{er} et 2	943
Arrêté du 24 janvier 2002 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2002 – art. 1 ^{er} et 2	944
Arrêté du 23 janvier 2003 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2003 – art. 1 ^{er} et 2	944
Arrêté du 27 janvier 2004 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2004 – art. 1 ^{er} et 2	944
Arrêté du 21 janvier 2005 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2005 – art. 1 ^{er} et 2	944
Arrêté du 20 janvier 2006 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2006 – art. 1 ^{er} et 2	945
Arrêté du 25 janvier 2007 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2007 – art. 1 ^{er} et 2	945
Arrêté du 21 janvier 2008 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2008 – art. 1 ^{er} et 2	945
Arrêté du 16 janvier 2009 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2009 – art. 1 ^{er} et 2	945
Arrêté du 29 janvier 2010 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2010 – art. 1 ^{er} et 2	946
Arrêté du 3 février 2011 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2011 – art. 1 ^{er} et 2	946
Arrêté du 26 janvier 2012 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2012 – art. 1 ^{er} et 2	946
Arrêté du 30 mars 2012 modifiant l'arrêté du 28 mai 1956 relatif à la garantie de la responsabilité professionnelle des notaires – art. 1 ^{er}	946
Arrêté du 30 janvier 2013 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2013 – art. 1 ^{er} et 2	946
Arrêté du 28 janvier 2014 fixant pour l'année 2014 le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective – art. 1 ^{er} et 2	947
Arrêté du 20 janvier 2015 fixant pour l'année 2015 le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective – art. 1 ^{er} et 2	947
Arrêté du 22 janvier 2016 fixant pour l'année 2016 le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective – art. 1 ^{er} et 2	947
Arrêté du 23 janvier 2017 fixant pour l'année 2017 le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective – art. 1 ^{er} et 2	947
Arrêté du 8 février 2017 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2017 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2017 – art. 1 ^{er} et 2	948
Arrêté du 22 janvier 2018 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2018 – art. 1 ^{er} et 2	948
Arrêté du 15 janvier 2019 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2019 – art. 1 ^{er} et 2	948

CODE NOTARIAL	PAGES
SEPTIÈME PARTIE – COMPTABILITÉ, DÉTENTION DE FONDS ET FISCALITÉ	949
<i>Titre I – Comptabilité et détention de fonds</i>	951
Code civil – art. 2224	951
Code monétaire et financier – art. L. 112-6 et L. 112-6-1	951
– art. D. 112-3	952
– art. R. 112-5	952
Décret du 2 février 1890 relatif au dépôt et au retrait des sommes versées par les notaires à la Caisse des dépôts et consignations – art. 13	952
Arrêté du 16 juillet 1892 du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, qui fixe l'intérêt bonifié aux comptes de dépôts des notaires – art. 1 ^{er} et 2	952
Circulaire du 21 janvier 1929 relative aux disponibilités courantes des notaires, à la réception des versements, aux paiements et à l'utilisation des chèques	952
Circulaire du 13 mars 1931 relative aux conditions de remboursement des dépôts d'un office de notaire vacant	955
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 15 à 23	956
Arrêté du 13 décembre 1955 fixant les modèles des carnets de reçus des notaires – art. 1 ^{er} et 2	958
Arrêté du 30 mars 1968 fixant la somme que les notaires peuvent conserver en espèces dans leur étude pendant plus de deux jours – art. 1 ^{er}	959
Lettre du 19 mars 1969 relative aux inspections de comptabilité de notaires, au 2 ^e degré	959
Question du 28 mars 1970 relative au recouvrement des frais dus au notaire	959
Arrêté du 25 août 1972 fixant la liste des établissements habilités à recevoir les fonds confiés aux notaires depuis moins de trois mois – art. 1 ^{er} et 2	959
Lettre du 16 janvier 1973 relative aux dépôts de fonds des notaires	960
Lettre du 30 janvier 1973 relative à la taxation des actes réalisés au profit des collectivités et établissements publics	960
Réponse du 3 avril 1975 relative aux établissements autorisés à recevoir les dépôts des fonds des clients des notaires (Bureaux annexes de petites communes)	961
Arrêté du 30 janvier 1978 d'agrément d'une nomenclature comptable pour les membres des professions libérales et les titulaires de charges et offices – art. 1 ^{er}	961
Arrêté du 22 juillet 1988 relatif au plan comptable notarial – art. 1 ^{er} et 2	962
Arrêté du 30 décembre 1997 relatif au taux d'intérêt des sommes versées par les notaires sur leur compte ouvert à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} à 2	963
Réponse du 11 mai 1998 relative au passage à l'Euro pour les notaires et leurs clients. Conséquences. ...	963
Réponse du 20 mars 2000 relative à l'introduction en France de l'euro en 2002. Mise en place. Conséquences.	964
Loi n° 2000-517 du 15 juin 2000 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs – art. 1 ^{er} à 4	964
Décret n° 2000-1156 du 30 novembre 2000 modifiant le décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 relatif au statut du notariat – art. 1 ^{er} et 3	965
Arrêté du 30 novembre 2000 relatif au dépôt et au retrait des sommes versées par les notaires sur leurs comptes de disponibilités courantes et sur leurs comptes de dépôts obligatoires à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} à 12	965
Arrêté du 6 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 22 juillet 1988 relatif au plan comptable notarial – art. 1 ^{er}	966
Réponse du 5 novembre 2001 relative aux conditions de mise en place de l'euro dans les offices notariaux	966
Arrêté du 4 août 2003 fixant le taux d'intérêt des sommes consignées à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er}	966

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
Décret n° 2004-259 du 23 mars 2004 modifiant le décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat – art. 20	967
Arrêté du 27 janvier 2006 relatif à l'attestation de conformité des logiciels de comptabilité des offices de notaires – art. 1 ^{er} à 7	967
Arrêté du 27 mars 2009 fixant le taux d'intérêt des sommes consignées à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er}	968
Arrêté du 22 avril 2009 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Établissement public du livre foncier informatisé d'Alsace-Moselle	968
Décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au livre foncier et à son informatisation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	968
Arrêté du 23 décembre 2009 pris en application des articles 27, 61, 76 et 94 du décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au livre foncier et à son informatisation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	968
Arrêté du 23 décembre 2009 pris en application de l'article 61 du décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au livre foncier et à son informatisation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	968
Arrêté du 26 février 2010 complétant l'arrêté du 23 décembre 2009 pris en application de l'article 61 du décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au livre foncier et à son informatisation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	968
Arrêté du 23 août 2010 portant modification de l'arrêté du 27 janvier 2006 relatif à l'attestation de conformité des logiciels de comptabilité des offices de notaires – art. 1 ^{er} à 3	968
Réponse du 6 novembre 2007 relative à la question de la couverture des fonds clients dans les offices notariaux	974
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2010-11 du 29 décembre 2010 relative au tableau de bord .	974
Arrêté du 26 juin 2012 modifiant l'arrêté du 30 décembre 1997 relatif au taux d'intérêt des sommes versées par les notaires sur leurs comptes de dépôt obligatoire ouverts à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er}	977
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2012-7 du 25 juillet 2012 relative à l'envoi dématérialisé obligatoire des tableaux de bord au dernier jour du mois et des états statistiques au dernier jour de chaque trimestre	977
Circulaire n° 2012-9 du 19 décembre 2012 relatif aux paiements effectués ou reçus par les notaires pour les actes donnant lieu à publicité foncière	978
Réponse du 12 mars 2013 relative au maniement de fonds par les notaires	984
Arrêté du 11 mai 2015 relatif aux modalités d'exercice du contrôle budgétaire sur l'Établissement public d'exploitation du livre foncier informatisé d'Alsace-Moselle – art. 1 ^{er} à 11	984
Arrêté du 24 septembre 2015 fixant le taux d'intérêt des sommes consignées à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} et 2	986
Arrêté du 24 septembre 2015 relatif au taux d'intérêt des sommes déposées versées par les notaires sur les comptes de dépôts obligatoires ouverts à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} et 2	986
Arrêté du 24 septembre 2015 relatif au taux d'intérêt des sommes déposées par les notaires sur les comptes de disponibilités courantes ouverts à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} et 2	986
Circulaire n° 2016-4 du 17 novembre 2016 relative à l'obligation comptable en cas de transfert d'un office hors de sa Compagnie d'origine ou en cas de société civile professionnelle ou sociétés de notaires, sociétés d'exercice libéral et autres sociétés constituées pour l'exercice de la profession de notaire détenant plusieurs offices	987
Circulaire n° 2017-03 du 21 mars 2017 relative à la mise en œuvre des aspects comptables et financiers du décret n° 2016-1509 du 9 novembre 2016 relatif aux sociétés constituées pour l'exercice de la profession notariale	987
Arrêté du 3 mai 2018 pris en application de l'article 61 du décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au livre foncier et à son informatisation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ..	989

CODE NOTARIAL	PAGES
Titre II – Fiscalité	991
Code général des impôts – art. 100	991
– art. 865	991
– art. 1651 C	991
– art. 1653 A	991
– art. 1651 K	992
– art. 40 A, ann. III	992
– art. 41-0 bis, ann. III	993
– art. 255, ann. III	993
– art. 282, ann. III	993
Réponse du 18 mai 1981 relative à l'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée de certaines activités notariales	993
Arrêté du 7 octobre 1986 relatif à la création de traitements informatisés d'aide à la gestion administrative et au suivi du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques	994
Réponse du 15 novembre 1993 relative à l'apport d'un office ministériel à une SCP. Plus-values. Report d'imposition.	994
Arrêté du 6 janvier 1997 régissant le traitement informatisé des mutations à titre gratuit à la direction générale des impôts – art. 1 ^{er} à 8	994
Réponse du 17 janvier 2002 relative à la fiscalité concernant les élus exerçant une profession libérale	995
Réponse du 5 janvier 2006 relative à l'alimentation de la Banque nationale des données patrimoniales	996
Arrêté du 2 octobre 2012 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel de suivi du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques dénommé « ALPAGE » – art. 1 ^{er} à 7	996
Titre III – Caisse des dépôts et consignations	999
Section I – Présentation et administration	999
Code monétaire et financier – art. L. 518-2	999
– art. L. 518-4 et L. 518-4	999
Section II – Consignations et dépôts	1000
Code monétaire et financier – art. L. 518-17 à L. 518-23	1000
– art. R. 518-32 à R. 518-34	1001
Lettre du 12 juin 2012 co-signée entre le CSN et la CDC sur le nouveau compte de dépôt obligatoire	1001
HUITIÈME PARTIE – RÉMUNÉRATION ET TARIFS	1003
Titre I^{er} – Le tarif	1005
Section I – Le tarif (loi du 6 août 2015)	1005
Code de commerce – art. L. 444-1 à L. 444-7	1005
– art. L. 462-2-1	1007
– art. R. 444-1 à R. 444-18	1007
Arrêté du 11 septembre 2018 relatif au recueil de données et d'informations auprès de certains professionnels du droit – art. 1 ^{er} à 5	1038
Code de commerce – art. R. 444-19 à R. 444-41	1038
– art. R. 444-59 à R. 444-70	1042
– art. R. 462-2	1043
– art. R. 924-4	1043
– art. R. 954-3	1043
– art. A. 444-53 à A. 444-186	1044
– art. A. 444-203	1094

CODE NOTARIAL	PAGES
Code de la consommation – art. L. 113-3 ancien	1099
– art. L. 112-1 et L. 112-2	1099
Décret n° 2016-230 du 26 février 2016 relatif aux tarifs de certains professionnels du droit et au fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice – art. 2	1099
– art. 10 à 14	1099
Arrêté du 26 février 2016 fixant les tarifs réglementés des notaires – art. 1 ^{er} à 4	1100
Décret n° 2016-1369 du 12 octobre 2016 modifiant le titre IV b/s du livre IV de la partie réglementaire du Code de commerce – art. 1 ^{er} et 2	1100
Arrêté du 17 octobre 2016 relatif aux tarifs réglementés des notaires – art. 1 ^{er} et 2	1100
Arrêté du 28 octobre 2016 relatif aux tarifs réglementés des notaires – art. 1 ^{er} à 14	1100
Arrêté du 20 janvier 2017 relatif aux tarifs réglementés des notaires – art. 1 ^{er} à 3	1101
Circulaire n° 2017-05 du 16 mai 2017 relative aux émoluments de dépôt de convention de divorce	1101
Arrêté du 27 février 2018 fixant les tarifs réglementés des notaires – art. 1 ^{er} à 3	1101
Décret n° 2018-200 du 23 mars 2018 modifiant certaines dispositions de la partie réglementaire du Code de commerce et du décret n° 2016-230 du 26 février 2016 relatif aux tarifs de certains professionnels du droit et au fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice – art. 2	1101
– art. 8 à 10	1101
– art. 12	1101
Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique – art. 88	1101
Arrêté du 11 septembre 2018 relatif au recueil de données et d'informations auprès de certains professionnels du droit – art. 1 ^{er} à 5	1102
Arrêté du 8 août 2019 relatif aux tarifs réglementés des notaires – art. 1 ^{er} et 2	1102
<i>Section II – Sources diverses</i>	1102
Réponse du 24 mars 1979 relative au tarif des notaires. – Convention de partage inégal de communauté .	1102
Circulaire du garde des Sceaux du 20 février 1980	1102
Réponse du 17 juin 1985 relative aux émoluments en matière de convention de mariage	1103
Réponse du 3 décembre 1992 relative à la rémunération des notaires dans le cadre de l'aide juridictionnelle	1103
Réponse du 18 janvier 1993 relative à la disparité de traitements entre les avocats et les notaires – Aide juridictionnelle	1104
Décret n° 94-757 du 26 août 1994 relatif aux tarifs des officiers publics et ministériels et des auxiliaires de justice – art. 1 ^{er}	1104
Réponse du 24 novembre 1997 relative aux émoluments du testament-partage. Tarif. Assiette de la rémunération	1104
Décret n° 2000-4 du 4 janvier 2000 la rétribution des consultations juridiques en matière d'accès au droit – art. 1 ^{er}	1105
Réponse du 7 octobre 2002 relative au problème des surfacturations par les notaires des régions Antilles-Guyane	1105
Réponse du 3 novembre 2003 relative à la rémunération des missions relevant de la charge des officiers publics et ministériels	1105
Réponse du 8 août 2004 relative aux rémunérations des notaires	1106
Arrêté du 25 octobre 2004 fixant le plafond de l'indemnité versée au président et aux membres du bureau du Conseil supérieur du notariat – art. 1 ^{er}	1107
Réponse du 20 juin 2006 relative aux émoluments perçus sur les radiations d'hypothèques	1108
Circulaire du 31 août 2006 relative aux frais de fonctionnement de Téléactes	1108
Note de la Commission du Statut et de l'Éthique relative à la taxe des formalités	1109

CODE NOTARIAL	PAGES
Circulaire n° 2007-5 du 18 avril 2007 sur la réforme du tarif	1117
Lettre du 7 mai 2007 relative à l'application du nouveau tarif des donations	1119
Lettre du 11 mai 2007 relative au tarif de donation-partage	1119
Réponse du 5 janvier 2010 relative à la qualification des frais d'acheminement postaux au regard de l'article 33 du décret du 8 mars 1978 portant fixation du tarif des notaires	1120
Circulaire n° 2010-7 du 28 juillet 2010 relative aux débours facturés au client – demandes d'urbanisme – règles de bonne conduite entre confrères	1120
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-2 du 21 février 2011 relative au décret modifiant le tarif des notaires en suite du décret du 17 février 2011	1121
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-4 du 24 février 2011 relative au décret modifiant le tarif des notaires en suite du décret du 17 février 2011	1122
Avis du CSN du 14 mars 2011 sur les modifications du tarif issues du décret du 17 février 2011	1122
Circulaire n° 2008-4 du 1 ^{er} août 2008 relative à l'aide juridictionnelle	1124
Réponse du 30 avril 2011 relative à la publicité du règlement intérieur du CSN	1127
Réponse du 30 avril 2013 relative au tarif	1127
Décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 relatif aux bases de données notariales portant sur les mutations d'immeubles à titre onéreux – art. 2	1129
Titre II – La procédure de taxe	1131
Code de procédure civile – art. 708 à 721	1131
Loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers – art. 1 ^{er} à 7	1132
NEUVIÈME PARTIE – SALARIÉS DU NOTARIAT	1133
Titre unique – Droit du travail	1135
Chapitre I – Accords collectifs dans le notariat	1135
Section 1 – Convention collective (2001) et avenants à la Convention collective	1136
Accord du 19 février 2015 portant actualisation et consolidation de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 – art. 1 ^{er} à 44	1137
Avenant n° 28 du 9 septembre 2015 à la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015 et relatif à la complémentaire frais de santé – art. 1 ^{er} et 2	1169
Avenant n° 30 du 21 avril 2016 à la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015 – art. 1 ^{er} et 2	1170
Avenant n° 31 du 7 juillet 2016 à la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015 – art. 1 ^{er} et 2	1170
Avenant n° 34 du 18 mai 2017 à la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015 relatif à la Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation – art. 1 ^{er} à 3	1173
Avenant n° 36 du 20 décembre 2018 à la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015 – art. 1 à 4	1175
Avenant n° 37 du 21 février 2019 à la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015 – art. 1 à 3	1176
Avenant n° 38 du 13 mars 2019 à la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015 – art. 1 ^{er} à 3	1177
Section 2 – Accord de branche relatif au contrat de professionnalisation et ses avenants	1177
Accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat	1177

CODE NOTARIAL	PAGES
Avenant n° 1 du 9 juillet 2009 à l'accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat – Changement de la durée des heures de formation prévue pour les contrats de professionnalisation conclus en vue de l'obtention du diplôme de l'Institut des métiers du notariat	1180
Avenant n° 2 du 20 mai 2010 à l'accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat – Changement de la durée des heures de formation prévue pour les contrats de professionnalisation conclus avec les titulaires du DESS de droit notarial ou du master mention ou spécialité droit notarial en vue de l'obtention des quatre semestrialités du diplôme supérieur de notariat.	1180
Avenant n° 3 du 12 décembre 2013 relatif aux contrats de professionnalisation	1181
<i>Section 3 – Accords de branche relatif au Plan d'épargne inter-entreprises et ses avenants</i>	<i>1181</i>
Accord de branche du 28 février 2003 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le notariat	1181
Accord de branche du 22 juillet 2003 complétant l'accord du 28 février 2003 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le notariat	1190
Avenant n° 1 du 16 décembre 2004 aux accords de branche relatifs à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le notariat des 28 février 2003 et 22 juillet 2003	1191
Accord de branche du 17 décembre 2009 complétant les accords de branche relatifs à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprise dans le notariat des 28 février 2003 et 22 juillet 2003 – relatif à l'adhésion à un fonds commun de placement multientreprise (F.C.P.M.) investi en titres d'entreprises agréées solidaires	1192
<i>Section 4 – Accord de branche relatif à l'indemnisation conventionnelle du chômage partiel dans le notariat</i>	<i>1192</i>
Accord de branche du 18 juin 2015 relatif à l'indemnisation de l'activité partielle dans le notariat – art. 1 ^{er} à 16	1193
<i>Section 5 – Accords de branche relatif à la prévoyance complémentaire</i>	<i>1195</i>
Accord collectif de branche du 17 décembre 2009 relatif à la prévoyance complémentaire dans le notariat concernant la couverture des risques décès, incapacité temporaire et invalidité permanente	1195
Accord de branche du 17 décembre 2009 relatif à la prévoyance complémentaire dans le notariat concernant la couverture du risque dépendance totale	1198
Accord de branche du 9 septembre 2015 relatif au régime collectif et obligatoire de complémentaire santé dans le notariat – art. 1 ^{er} à 15	1201
Avenant n° 1 du 3 décembre 2015 à l'accord du 9 septembre 2015 relatif aux frais de santé – art. 1 ^{er} et 2	1208
Avenant n° 2 du 19 octobre 2017 à l'accord du 9 septembre 2015 relatif aux frais de santé – art. 1 ^{er} et 3	1209
Avenant n° 3 du 20 septembre 2018 à l'accord du 9 septembre 2015 relatif au régime collectif et obligatoire de complémentaire frais de santé – art. 1 ^{er} et 3	1209
Avenant n° 4 du 20 septembre 2018 à l'accord du 9 septembre 2015 relatif au régime collectif et obligatoire de complémentaire frais de santé – art. 1 ^{er} et 4	1210
Avenant n° 1 du 21 janvier 2016 relatif à la couverture du risque dépendance totale – art. 1 ^{er} et 3	1210
Avenant n° 1 du 21 janvier 2016 relatif à la couverture des risques décès, incapacité temporaire et invalidité permanente – art. 1 ^{er} et 3	1210
Accord de branche du 13 juillet 2017 relatif au document unique d'évaluation des risques professionnels dans le notariat – art. 1 ^{er} à 6	1211
Accord du 21 septembre 2017 relatif à la prévention et à la gestion des risques psychosociaux dans le notariat – art. 1 ^{er} à 7	1214
Accord du 14 juin 2018 relatif au télétravail – art. 1 ^{er} à 15	1216
Accord du 12 juillet 2018 relatif à la déconnexion – art. 1 ^{er} à 10	1228
Accord de branche du 18 avril 2019 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans le notariat – art. 1 à 11	1230

CODE NOTARIAL	PAGES
Chapitre II – Textes divers – Réponses ministérielles	1233
Code de travail – art. L. 3132-22 et L. 3132-23	1233
– art. L. 3172-2	1233
Décret du 28 octobre 1935 modifiant le régime des assurances sociales – art. 23	1233
Lettre du 17 octobre 1952 relative aux commissions paritaires régionales et le Conseil paritaire national	1234
Réponse du 15 novembre 1982 relative à la situation du personnel des offices dont le titulaire a démissionné	1234
Lettre du 9 mars 1994 relative au notaire salarié et au temps partiel	1235
Accord du 26 novembre 1999 relatif à la réduction anticipée de la durée du travail – art. 1 ^{er} à 15	1236
Avenant du 9 décembre 1999 modificatif relatif à la réduction anticipée de la durée du travail – art. 1 ^{er} à 3	1241
Accord de branche du 8 juin 2001 relatif à l'incidence de la réduction du temps de travail – art. 1 à 3	1241
Avis du 31 juillet 2001 relatif à l'extension de la convention collective nationale du notariat complétée par deux accords	1243
Avis du 14 novembre 2001 relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du notariat	1243
Réponse du 16 juin 2009 relative aux heures supplémentaires des salariés du notariat	1244
Réponse du 13 octobre 2009 relative à l'indemnisation des salariés du notariat placés en chômage partiel	1244
Réponse du 24 mai 2011 sur l'indemnisation des salariés du notariat placés en chômage partiel	1245
Arrêté du 11 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective du notariat (n° 2205)	1245
Arrêté du 20 juillet 2017 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective du notariat (n° 2205) – art. 1 ^{er} à 3	1246
Arrêté du 29 novembre 2017 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective du notariat (n° 2205) – art. 1 ^{er} à 3	1246
DIXIÈME PARTIE – ASSURANCE SOCIALE ET RETRAITE	1247
Titre I – Les notaires	1249
Code de la sécurité sociale – art. L. 641-1 à L. 642-3	1249
– art. L. 642-5 à L. 644-4	1251
– art. L. 645-6	1255
– art. D. 134-32	1255
– art. D. 641-1 à D. 645-15	1255
Arrêté du 29 octobre 1948 portant approbation des statuts de la section professionnelle des notaires	1264
Décret n° 49-578 du 22 avril 1949 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des notaires – art. 1 ^{er} à 4	1264
Décret n° 51-310 du 3 mars 1951 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire spécial aux notaires du ressort de la Cour d'appel de Colmar – art. 1 ^{er} à 5	1265
Arrêté du 4 mars 1951 portant approbation du règlement du régime d'assurance vieillesse complémentaire des notaires du ressort de la cour d'appel de Colmar	1265
Décret n° 61-1524 du 28 décembre 1961 portant règlement d'administration publique relatif à la coordination entre le régime complémentaire d'assurance vieillesse des notaires et le régime d'assurance vieillesse des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 14	1265
Décret n° 63-106 du 8 février 1963 fixant la cotisation au régime d'assurance vieillesse complémentaire spécial aux notaires du ressort de la cour d'appel de Colmar – art. 1 ^{er} et 2	1266
Lettre du 24 juin 1975 relative au paiement des cotisations à la caisse de retraite complémentaire des notaires en cas d'administration d'un office	1267

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
Décret n° 79-265 du 27 mars 1979 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires – art. 1 ^{er} et 2	1267
Décret n° 81-7553 du 3 août 1981 instituant un régime d'assurance invalidité-décès des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires – art. 2 et 3	1268
Décret n° 2001-753 du 28 août 2001 fixant pour l'année 2001 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1268
Arrêté du 22 octobre 2002 relatif à la répartition entre les sections professionnelles des troisième et quatrième acomptes incombant pour l'exercice 2002 à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales au titre de la compensation généralisée vieillesse – art. 1 ^{er} à 3	1268
Décret n° 2002-1510 du 23 décembre 2002 fixant pour l'année 2002 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1269
Décret n° 2002-1525 du 23 décembre 2002 fixant pour l'année 2002 les cotisations au régime de base et aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales – art. 1 ^{er}	1269
Arrêté du 31 mars 2003 relatif à la répartition entre les sections professionnelles du premier acompte incombant pour l'exercice 2003 à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales – art. 1 ^{er} et 2	1269
Décret n° 2003-648 du 11 juillet 2003 fixant pour l'année 2003 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1269
Décret n° 2003-1214 du 17 décembre 2003 fixant pour l'année 2003 les cotisations au régime de base et aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales – art. 1 ^{er} à 4	1269
Décret n° 2004-461 du 27 mai 2004 relatif à l'assurance vieillesse des professions libérales – art. 1 ^{er} à 3 – art. 12 et 13	1270
Décret n° 2004-1095 du 15 octobre 2004 fixant pour l'année 2004 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire instauré par le décret n° 62-420 du 11 avril 1962 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs – art. 1 ^{er}	1271
Décret n° 2004-1161 du 29 octobre 2004 fixant pour l'année 2004 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1271
Arrêté du 28 décembre 2004 portant approbation des nouveaux statuts du régime d'assurance vieillesse complémentaire de la section professionnelle des notaires	1272
Décret n° 2005-950 du 2 août 2005 fixant pour l'année 2005 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1272
Décret n° 2005-1004 du 22 août 2005 relatif au régime d'assurance vieillesse de base des professions libérales – art. 1 ^{er} à 4	1272
Décret n° 2005-1683 du 28 décembre 2005 fixant pour l'année 2005 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire instauré par le décret n° 62-420 du 11 avril 1962 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs – art. 1 ^{er}	1272
Décret n° 2006-836 du 10 juillet 2006 fixant pour l'année 2006 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1273
Décret n° 2006-1579 du 11 décembre 2006 fixant pour l'année 2006 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs – art. 1 ^{er}	1273
Décret n° 2006-1607 du 14 décembre 2006 étendant aux notaires exerçant certaines fonctions de dirigeant de société l'application à titre obligatoire au régime d'assurance vieillesse complémentaire des notaires – art. 1 ^{er} et 2	1273
Décret n° 2007-456 du 25 mars 2007 fixant pour l'année 2007 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1273
Décret n° 2007-582 du 19 avril 2007 relatif aux cotisations d'assurance vieillesse des conjoints collaborateurs des professionnels libéraux – art. 1 ^{er} et 2	1273

- art. 4 et 5	1273
Décret n° 2007-1437 du 4 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs - art. 1 ^{er}	1274
Décret n° 2008-1303 du 10 décembre 2008 fixant pour l'année 2008 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs - art. 1 ^{er}	1274
Décret n° 2008-1361 du 18 décembre 2008 fixant pour l'année 2008 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales - art. 1 ^{er}	1274
Décret n° 2009-1301 du 26 octobre 2009 fixant pour l'année 2009 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales - art. 1 ^{er}	1274
Décret n° 2009-1635 du 23 décembre 2009 fixant, pour l'année 2009, les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire instauré par le décret n° 62-420 du 11 avril 1962 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs et modifiant le décret n° 49-579 du 22 avril 1949 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des médecins - art. 1 ^{er}	1274
Décret n° 2010-1253 du 21 octobre 2010 fixant pour l'année 2010 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire instauré par le décret n° 62-420 du 11 avril 1962 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs et modifiant le décret n° 49-579 du 22 avril 1949 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des médecins - art. 1 ^{er}	1275
Décret n° 2010-1569 du 15 décembre 2010 fixant les cotisations des régimes d'assurance invalidité- décès des professions libérales pour l'année 2010 - art. 1 ^{er}	1275
Décret n° 2011-674 du 15 juin 2011 fixant pour l'année 2011 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaires des professions libérales et des artistes auteurs et portant diverses adaptations réglementaires aux régimes d'assurance vieillesse complémentaires obligatoires des professions libérales - art. 1 ^{er}	1275
Décret n° 2011-1956 du 23 décembre 2011 fixant les cotisations des régimes d'assurance invalidité- décès des professions libérales pour l'année 2011 - art. 1 ^{er}	1275
Décret n° 2012-478 du 12 avril 2012 fixant pour l'année 2012 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales ainsi qu'aux régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales - art. 1 ^{er} et 2	1275
Décret n° 2012-1522 du 28 décembre 2012 modifiant le décret n° 79-262 du 21 mars 1979 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des architectes, agrées en architecture, ingénieurs, techniciens, géomètres, experts et conseils et le décret n° 79-265 du 27 mars 1979 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires - art. 2 et 3	1276
Décret n° 2013-1081 du 29 novembre 2013 fixant pour l'année 2013 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et des artistes et auteurs relevant de l'article L. 382-1 du Code de la sécurité sociale et les cotisations aux régimes d'assurance invalidité- décès des professions libérales - art. 1 ^{er} et 2	1276
Décret n° 2013-1157 du 13 décembre 2013 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des notaires (CRN) - art. 1 ^{er} à 3	1276
Arrêté du 7 octobre 2014 portant approbation des modifications apportées aux statuts de la section professionnelle des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires - art. 1 ^{er}	1276
Décret n° 2014-1639 du 26 décembre 2014 fixant pour l'année 2014 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et des artistes et auteurs relevant de l'article L. 382-1 du Code de la sécurité sociale et les cotisations aux régimes d'assurance invalidité- décès des professions libérales - art. 1 ^{er} et 2	1277

Décret n° 2015-1802 du 29 décembre 2015 fixant pour les années 2015 et 2016 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et des artistes et auteurs et les cotisations aux régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er} et 2	1277
Décret n° 2015-1875 du 30 décembre 2015 relatif aux cotisations applicables aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire et d'invalidité décès des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires – art. 1 ^{er}	1277
– art. 3	1277
Décret n° 2016-1991 du 30 décembre 2016 relatif au régime invalidité-décès des notaires – art. 1 ^{er} à 6 ...	1278
Décret n° 2017-730 du 3 mai 2017 fixant pour les années 2017 et 2018 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire et d'assurance invalidité-décès des professions libérales et pour l'année 2017 le coefficient de référence du régime d'assurance vieillesse complémentaire des artistes et auteurs – art. 1 ^{er} à 4	1278
Arrêté du 31 mai 2017 portant approbation des modifications apportées aux statuts de la section professionnelle des notaires – art. 1 ^{er}	1279
Décret n° 2018-1033 du 26 novembre 2018 fixant pour les années 2018 et 2019 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire et d'assurance invalidité-décès des professions libérales et pour l'année 2018 le coefficient de référence du régime d'assurance vieillesse complémentaire des artistes et auteurs relevant de l'article L. 382-1 du Code de la sécurité sociale – art. 1 ^{er} à 4	1279
– art. 6	1279
Titre II – Les salariés du notariat	1281
Loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaires – art. 1 ^{er} à 7	1281
Arrêté du 18 septembre 1974 étendant le régime des assurances sociales aux étudiants des écoles de notariat – art. 1 ^{er} à 3	1282
Réponse du 16 décembre 1974 relative à la validation des années de cléricature, antérieures à 1939	1282
Arrêté du 29 juin 1982 fixant la liste des organismes professionnels assimilés pour l'application de la loi du 12 juillet 1937 modifiée instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} et 2	1283
Loi n° 83-25 du 19 janvier 1983 portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale – art. 2	1283
Arrêté du 8 décembre 1987 portant approbation des modifications apportées aux statuts des régimes d'assurance vieillesse complémentaire des sections professionnelles des notaires et des vétérinaires et du régime d'assurance invalidité-décès de la section professionnelle des sages-femmes	1284
Décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 1 ^{er} à 72	1284
Décret n° 2012-502 du 16 avril 2012 relatif aux modalités d'attribution des indemnités journalières dues au titre de l'assurance maladie dans le régime des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} et 2	1293
Décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 73 à 84-1	1293
Décret n° 2011-1112 du 16 septembre 2011 relatif au régime spécial de retraite des clercs et employés de notaires – art. 11	1298
Décret n° 2015-14 du 8 janvier 2015 relatif aux versements pour la retraite au titre de certaines périodes d'études supérieures, de périodes d'activité exercées en tant qu'assistant maternel et de période d'apprentissage – art. 4	1298
Décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 85 à 98	1298
Code de la sécurité sociale – art. L. 161-22-2	1303
– art. R. 161-19-1	1303

CODE NOTARIAL

PAGES

Décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 99 à 146	1303
Arrêté du 27 février 1991 portant approbation du règlement intérieur de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires	1307
Décret n° 91-613 du 28 juin 1991 fixant les taux des cotisations de divers régimes spéciaux de sécurité sociale – art. 4	1307
Réponse du 17 août 1992 relative à la coordination des régimes de retraite des clercs et employés de notaires	1307
Réponse du 7 octobre 1993 relative à l'âge de la retraite des clercs et employés de notaires	1308
Réponse du 28 mai 1998 relative au financement pour 1998, de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires	1308
Réponse du 14 juin 1999 relative au statut du conjoint collaborateur du professionnel libéral	1309
Réponse du 25 juin 2001 relative aux conditions de réversion à un époux survivant de la pension de retraite de clerc de notaire	1309
Décret n° 2001-994 du 31 octobre 2001 fixant la majoration de l'allègement prévu à l'article L. 241-13-1 du Code de la sécurité sociale dans la zone franche de Corse dans certains régimes spéciaux de sécurité sociale – art. 1 ^{er} à 3	1310
Réponse du 11 décembre 2003 relative aux pensions de réversion de conjoints masculins de clercs ou employés de notaire	1310
Réponse du 15 décembre 2003 relative à certaines déficiences au niveau des pensions de réversion	1311
Réponse du 18 mai 2004 relative aux régimes de retraite spécifique des clercs et employés de notaires relative à la retraite anticipée des salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans	1311
Réponse du 28 septembre 2004 relative aux règles actuelles de coordination entre régime en cas d'activités simultanées	1312
Réponse du 12 octobre 2004 relative à l'âge de la retraite des clercs et employés de notaires	1312
Décret n° 2006-511 du 4 mai 2006 modifiant le décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er}	1312
Décret n° 2008-820 du 23 août 2008 relatif au régime spécial de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 4	1313
Question du 2 décembre 2008 relative aux conséquences de la réforme de 2008 des régimes spéciaux de retraite des clercs et employés de notaires	1313
Arrêté du 23 janvier 2009 portant régularisation pour 2008 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et fixant pour 2009 la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 4	1314
Décret n° 2009-1742 du 30 décembre 2009 relatif aux taux des cotisations de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er}	1314
Arrêté du 28 janvier 2010 portant régularisation pour 2009 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et fixant pour 2010 la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 5	1314
Arrêté du 1 ^{er} février 2011 portant régularisation pour 2010 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et fixant pour 2011 la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 5	1315
Décret n° 2011-228 du 1 ^{er} mars 2011 relatif à la cotisation sur les avantages de retraite servis par la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er}	1315
Décret n° 2011-399 du 14 avril 2011 relatif aux taux des cotisations de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er}	1315
Décret n° 2011-1112 du 16 septembre 2011 relatif au régime spécial de retraite des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} et 11	1315

CODE NOTARIAL	PAGES
- art. 13	1316
Communiqué de la CRPCEN du 22 septembre 2011	1316
Arrêté du 27 janvier 2012 portant régularisation pour 2011 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et fixant pour 2012 la répartition prévisionnelle de ces ressources – art. 1 ^{er} à 5	1320
Arrêté du 8 octobre 2012 portant approbation du règlement intérieur de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaire – art. 1 ^{er} et 2	1321
Règlement intérieur du 19 juin 2012 de la Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires – art. 1 à 44	1321
Décret n° 2012-1524 du 28 décembre 2012 relatif aux modalités de calcul de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale applicables à certains régimes spéciaux – art. 1 ^{er} et 2	1333
Code de la sécurité sociale – art. D. 711-2	1334
- art. D. 711-7	1334
- art. D. 711-9	1334
Arrêté du 5 mars 2013 portant régularisation pour 2012 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et fixant pour 2013 la répartition prévisionnelle de ces ressources – art. 1 ^{er} à 5	1335
Décret n° 2014-146 du 18 février 2014 modifiant le décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 1 ^{er} et 3	1335
Arrêté du 24 mars 2014 portant régularisation pour 2013 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et fixant pour 2014 la répartition prévisionnelle de ces ressources – art. 1 ^{er} à 5	1335
Décret n° 2014-662 du 23 juin 2014 modifiant le décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 modifié portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 1 ^{er} à 6	1336
Décret n° 2014-1702 du 30 décembre 2014 relatif aux droits à retraite des personnes handicapées et de leurs aidants familiaux – art. 9	1336
Arrêté du 15 avril 2015 portant régularisation pour 2014 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et fixant pour 2015 la répartition prévisionnelle de ces ressources – art. 1 ^{er} à 5	1336
Décret n° 2016-117 du 5 février 2016 relatif au reversement des cotisations d'assurance vieillesse aux assurés qui justifient d'une faible durée d'assurance – art. 2	1337
Arrêté du 12 mai 2016 portant régularisation pour 2015 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 3	1337
Décret n° 2016-817 du 20 juin 2016 modifiant le décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 6	1337
Décret n° 2016-1567 du 21 novembre 2016 relatif à la généralisation de la déclaration sociale nominative – art. 6	1337
- art. 8	1337
Table des textes cités	1341
Index alphabétique	1371